

CONSEIL COMMUNAL DU 16 SEPTEMBRE 2024
GEMEENTERAAD VAN 16 SEPTEMBER 2024NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24.06.2024 et du 02.09.2024**

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 24.06.2024 et van 02.09.2024

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

2 annexes / 2 bijlagen

Registre+complet (4).pdf, Registre+complet (5).pdf

2 Communication - Arrêté de police du 08.07.2024 portant interdiction temporaire à toute personne non-usagère effective des transports publics, de fréquenter les zones STIB et SNCB de la station "Mérode"

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133, 134sexies, et 135 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu les articles 42 et 109 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu les articles 1^{er}, 11, 43 et 44 du règlement général de police ;

Attendu que la station de métro Mérode, la gare de chemin de fer du même nom, ainsi que leurs voies d'accès, situées sur le territoire de la commune d'Etterbeek, sont actuellement fréquentées par des personnes qui s'y installent durablement aux fins, notamment, de consommer des drogues de différentes natures ;

Que les personnes dont question s'établissent, plus particulièrement, dans les parties fréquentées par les usagers du transport public, telles que les guichets, les portiques, les escalators, les quais, et autres parties spécialement dédiées à la clientèle ;

Attendu que, selon les rapports de police et les observations de l'autorité de police administrative, après visite sur place, les lieux sont le théâtre de faits de consommation de drogues au vu et au su des

personnes qui fréquentent les stations concernées ; Que cette activité est accompagnée, de façon fréquente, de troubles à l'ordre public sous l'influence ou non de substances ;

Attendu que, selon les mêmes rapports et observations, les lieux dont question sont jonchés, en de nombreux endroits, de détritus, déchets ou autres encombrants, notamment liés à la consommation de drogues, tels que cuillères usagées, feuilles d'aluminium, etc. ;

Attendu que la station de métro Mérode est située à proximité Immédiate de différentes écoles, à la fois primaires et secondaires, et qu'elle dessert un assez grand nombre de commerces et de lieux culturels ; Que la station précitée est, en conséquence, fréquentée par un public jeune et familial ;

Considérant qu'il n'est pas conforme à l'ordre public de permettre la consommation de drogue dans des lieux fréquentés par des enfants ou par des adolescents ; Qu'il est nécessaire, dans une société responsable, d'adopter les mesures adéquates de protection de ceux-ci face au fait de consommer de la drogue et à l'état physiologique qu'engendre une telle consommation ;

Considérant que la consommation de certaines drogues peut induire des actes qui troublent l'ordre public, du point de vue de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques ; Qu'à cet égard, il est constaté que ce risque s'est concrétisé par des comportements inciviques voire dangereux pour le public qui fréquente les installations précitées ;

Considérant que la présence de déchets liés à la consommation de drogue constitue un risque accru pour la salubrité publique, dès lors que ceux-ci restent porteurs de substances actives ; Qu'il peut également en découler un risque pour la santé des personnes en termes de maladies transmissibles ;

Considérant qu'il y a lieu, afin de d'obvier à ce risque, de prendre des mesures justifiées, raisonnables et proportionnées, sans omettre un accompagnement socio-sanitaire des auteurs potentiels ;

Considérant qu'il apparaît adéquat, dans les espaces nécessairement empruntés par les usagers du transport public et définis par le présent arrêté, d'interdire la présence de personnes qui consomment ou qui, après ou avant consommation, persistent dans ces lieux spécifiques ,

Qu'il apparaît nécessaire, raisonnable et proportionné d'inclure à ces espaces les voies d'accès à la station de métro et à la gare depuis la voirie publique ou depuis les véhicules de transports publics, les espaces de vente et de validation des titres de transports, les espaces commerciaux, ainsi que les principaux lieux d'attente des usagers des transports publics ;

Que le présent arrêté ne vise ni ne permet, à lui seul, de permettre une Interdiction intégrale aux installations de la STIB ou de la SNCB à Mérode ;

Considérant qu'une telle mesure d'interdiction doit, pour garantir une effectivité opérationnelle, viser toute personne qui n'est manifestement pas dans les lieux, à l'appréciation des services de police ou de l'autorité de police administrative, pour emprunter, comme voyageurs, les transports publics ; Que les personnes affalées, avachies ou endormies sont expressément et objectivement visées ;

Considérant que ladite interdiction est également motivée par la nécessité de protéger l'intégrité et la sécurité des personnes ; Que les zones d'interdiction visent, d'une part, les zones étroites au sein desquelles la présence de personnes compromettrait la sûreté et la commodité du passage de usagers des transports publics, notamment en période d'affluence, et, d'autre part, les zones où un risque de chute sur les voies est manifeste pour toute personne en état second ,

Considérant que cette mesure doit s'accompagner de mesures socio-sanitaires visant à accompagner les personnes visées par le présent arrêté, sans préjudice de la compétence des autorités compétentes et des services habilités ; Que les services de prévention et les services socio-sanitaires et d'aide à la personne doivent être mobilisés afin d'apporter l'aide la plus appropriée ;

Considérant que les gares, les stations de métro, comme les quais et autres accessoires des transports

en commun, qu'ils soient souterrains ou en plein air, appartiennent à l'espace public •

Considérant qu'il est interdit de se livrer sur l'espace public, comme dans les lieux accessibles au public, à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique et/ou compromettre la sûreté et la commodité du passage ; Qu'il est, notamment, interdit d'entraver, même partiellement, l'entrée des édifices publics ou privés, la progression des passants, ou de se montrer menaçant ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que le bourgmestre est spécialement chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police ; Qu'il est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune ;

Considérant que, pour l'accomplissement de ses missions de police administrative, la police locale est placée sous l'autorité du bourgmestre qui peut lui donner, pour ce qui concerne le territoire de sa commune, les ordres, instructions et directives nécessaires à cet effet ;

Considérant que toute personne se trouvant dans l'espace public doit se conformer Immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou des agents habilités à maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté et/ou la salubrité publique;

Considérant les observations des services de police, de la STIB et du service de prévention réalisées durant les premiers mois de prise d'effet de l'arrêté de police, ainsi que les constats établis par ces services lors de la dernière réunion de debriefing sur le terrain le 13 mai 2024;

Considérant les contacts réguliers avec le secteur associatif pour organiser un encadrement adéquat du public visé ;

ARRETE

Article 1^{er}

Interdiction est faite à toute personne qui n'est pas usager effectif et actuel des transports publics de stationner et/ ou de s'installer dans les zones suivantes :

- Au sein de la station STIB « Mérode » :
 - Toute zone « payante » au-delà des portiques de sécurité ,
 - La zone « non-payante » entre les entrées Yser, Tongres, Celtes et Gaulois ;
- Au sein de la station SNCB « Mérode » :
 - Les quais ;
 - Le tunnel passant sous les voies.

Les zones d'interdictions sont figurées en Annexe du présent arrêté.

Article 2

Ordre est donné à la police locale, sans préjudice de l'exécution des décisions des autres bourgmestres de la zone sur leur propre territoire, de procéder à l'exécution du présent arrêté de police.

Article 3

Réquisition est faite à la police fédérale d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel

est transmis au directeur coordonnateur visé l'article 109 de la loi organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 4

Réquisition est faite à la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB) d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est notifié à son Directeur général.

Article 5

Réquisition est faite au service de Prévention de la commune d'Etterbeek de proposer un accompagnement adapté aux personnes visées à l'article premier et de les orienter vers les services spécialisés, en fonction des besoins identifiés

Article 6

Invitation est faite aux opérateurs associatifs et aux services spécialisés de poursuivre les actions conjointes pour une prise en charge optimale du public visé.

Article 7

Le présent arrêté entre en vigueur avec effet immédiat jusqu'au 30 septembre 2024, date à laquelle une nouvelle évaluation sera faite par l'autorité de police administrative.

Article 8

Le présent arrêté est affiché aux différentes entrées des stations précitées.

Article 9

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Mededeling - Politieverordening van 08.07.2024 waarbij tijdelijk de toegang tot de zones van de MIVB en de NMBS in het station “Mérode” wordt onttrokken aan iedereen die niet daadwerkelijk gebruik maakt van het openbaar vervoer

De burgemeester,

gelet op artikels 133, 134sexies en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 5 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

Gelet op artikels 42 en 109 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus; gelet op artikels 1, 43 en 44 van het algemeen politiereglement;

Overwegende dat het metrostation Merode en het gelijknamige spoorwagstation, alsook de toegangswegen daartoe, gelegen in de gemeente Etterbeek, momenteel worden bezocht door personen die zich er permanent vestigen met name om er allerlei soorten drugs te gebruiken;

Dat de betrokken personen zich meer in het bijzonder vestigen in de zones die worden bezocht door de gebruikers van het openbaar vervoer, zoals de loketten, de toegangspoortjes, de roltrappen, de perrons en andere zones die speciaal bestemd zijn voor de klanten;

Overwegende dat volgens de politierapporten en de waarnemingen van de bestuurlijke politieautoriteit, na een bezoek ter plaatse, in de lokalen drugs worden gebruikt in het volle zicht van de stationsbezoekers; dat deze activiteit vaak gepaard gaat met ordeverstoringen, al dan niet onder invloed van substanties;

Overwegende dat, volgens dezelfde rapporten en waarnemingen, de desbetreffende ruimten op vele plaatsen bezaaid zijn met afval, vuilnis of andere grofvuil die met name in verband worden gebracht met drugsgebruik, zoals gebruikte lepels, aluminiumfolie, enz.;

Overwegende dat het metrostation Merode zich in de onmiddellijke nabijheid van verschillende scholen bevindt, zowel basisscholen als secundaire scholen, en een vrij groot aantal handelszaken en culturele gelegenheden bedient; dat bovengenoemd station bijgevolg wordt bezocht door een jong publiek en gezinnen;

Overwegende dat het niet strookt met de openbare orde om het gebruik van drugs toe te staan op plaatsen waar kinderen of adolescenten komen; dat het in een verantwoordelijke samenleving noodzakelijk is passende maatregelen te nemen om hen te beschermen tegen het gebruik van drugs en de fysiologische toestand die dit gebruik teweegbrengt;

Overwegende dat het gebruik van bepaalde drugs kan leiden tot handelingen die de openbare orde verstoren vanuit het oogpunt van openbare rust, veiligheid en gezondheid; dat in dit verband is vastgesteld dat dit risico de vorm heeft aangenomen van onbeschaafd en zelfs gevaarlijk gedrag voor het publiek die de bovengenoemde faciliteiten bezoeken;

Overwegende dat de aanwezigheid van afval dat verband houdt met drugsgebruik een verhoogd risico vormt voor de volksgezondheid, voor zover dat afval actieve stoffen blijft bevatten; dat dit ook kan leiden tot een risico voor de volksgezondheid in termen van overdraagbare ziekten; overwegende dat, om dit risico weg te nemen, gerechtvaardigde, redelijke en proportionele maatregelen moeten worden genomen, zonder de sociale en gezondheidsondersteuning van potentiële daders uit het oog te verliezen;

Overwegende dat het passend lijkt om in de zones die noodzakelijkerwijs door gebruikers van het openbaar vervoer worden gebruikt en die in dit besluit worden vastgelegd, de aanwezigheid te verbieden van personen die consumeren of die na of voor consumptie in deze specifieke zones verblijven;

dat het noodzakelijk, redelijk en proportioneel lijkt om in deze zones de toegangswegen tot het metrostation en het station vanaf de openbare weg of vanaf openbaarvervoervoertuigen, de zones voor de verkoop en de validering van vervoerbewijzen, de commerciële zones, alsook de belangrijkste wachzones voor de gebruikers van het openbaar vervoer op te nemen;

dat dit besluit op zich niet tot doel heeft, noch toelaat, de installaties van de MIVB of de NMBS in Merode volledig te verbieden;

overwegende dat een dergelijke verbodsmaatregelen, om de operationele doeltreffendheid ervan te garanderen, gericht moet zijn tegen elke persoon die zich duidelijk niet in de lokalen bevindt, volgens de beoordeling van de politiediensten of de bestuurlijke politieautoriteit, om als passagier van het openbaar vervoer gebruik te maken; overwegende dat onderuitgezakte, slungelige of slapende personen uitdrukkelijk en objectief worden beoogd;

overwegende dat dit verbod eveneens wordt gemotiveerd door de noodzaak om de integriteit en de veiligheid van personen te beschermen; dat de verbodszones enerzijds gericht zijn op smalle zones waar de aanwezigheid van personen de veiligheid en de vlotte doorstroming van de gebruikers van het

openbaar vervoer in het gedrang zou brengen, met name tijdens drukke perioden, en anderzijds voor zones waar voor eenieder die zich in een roes bevindt, een duidelijk risico bestaat om op het spoor te vallen;

overwegende dat deze maatregel vergezeld moet gaan van sociale en gezondheidsmaatregelen ter ondersteuning van de personen die onder dit besluit vallen, onverminderd de bevoegdheid van de bevoegde autoriteiten en de gemachtigde diensten; dat preventiediensten en sociale en gezondheidsdiensten moeten worden gemobiliseerd om de meest geschikte hulp te bieden;

overwegende dat stations, metrostations, perrons en andere toebehoren van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als in de open lucht, tot de openbare ruimte behoren;

overwegende dat het verboden is om in de openbare ruimte en op voor het publiek toegankelijke plaatsen eender welke activiteit te verrichten die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen; dat het in het bijzonder verboden is de toegang tot openbare of private gebouwen of de voortgang van voorbijgangers, zelfs gedeeltelijk, te belemmeren of zich bedreigend op te stellen;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

overwegende dat de burgemeester in het bijzonder belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnances, reglementen en politieverordeningen; dat hij de autoriteit is die verantwoordelijk is voor de administratieve politie op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat de lokale politie voor de uitoefening van haar opdrachten van bestuurlijke politie onder het gezag staat van de burgemeester, die haar voor het grondgebied van zijn gemeente de daartoe noodzakelijke bevelen, instructies en richtlijnen kan geven;

overwegende dat elke persoon die zich in de openbare ruimte bevindt, onmiddellijk gevolg moet geven aan de bevelen of vorderingen van de politie of van ambtenaren die bevoegd zijn voor de handhaving van de openbare veiligheid, rust, netheid en/of gezondheid;

gelet op de waarnemingen van de politie, de MIVB en de dienst Preventie tijdens de eerste maand waarin het politiebepaalt van kracht werd, alsook met de vaststellingen van deze diensten tijdens de debriefing op het terrein op 13 mei 2024;

overwegende dat er regelmatig contact is met de verenigingssector om adequate begeleiding voor de doelgroep te voorzien;

BESLUIT

Artikel 1

Het is iedereen die geen gebruiker is van het openbaar vervoer verboden zich op te houden en/ of zich te installeren in de volgende zones:

- Binnen het MIVB-station "Merode":
 - Elke "betalende" zone voorbij de veiligheidspoortjes;
 - De "niet-betalende" zone tussen de ingangen IJzer, Tongeren, Kelten en Galliërs;
- Binnen het NMBS-station "Merode":
 - De perrons;

- De tunnel onder de sporen.

De verboden zones worden weergegeven in bijlage bij dit besluit.

Artikel 2

Onverminderd de uitvoering van de beslissingen van de andere burgemeesters van de zone op hun eigen grondgebied, krijgt de lokale politie de opdracht om dit politiebepsluit uit te voeren.

Artikel 3

De federale politie wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat wordt overgemaakt aan de coördinerend directeur bedoeld in artikel 109 van de wet tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Artikel 4

De Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (MIVB) wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat ter kennis zal worden gebracht van haar algemeen directeur.

Artikel 5

De dienst Preventie van Etterbeek wordt gevorderd om de in het eerste artikel bedoelde personen passende ondersteuning te bieden en hen, afhankelijk van de vastgestelde behoeften, door te verwijzen naar gespecialiseerde diensten.

Artikel 6

De verenigingsactoren en de gespecialiseerde diensten worden uitgenodigd om hun gezamenlijke acties voor te zetten met het oog op een optimale opvang van de doelgroep.

Artikel 7

Dit besluit treedt in werking met onmiddellijke ingang tot 30 september 2024, datum waarop een nieuwe evaluatie zal worden gemaakt door de bestuurlijke politieautoriteit.

Artikel 8

Dit besluit wordt opgehangen aan de verschillende ingangen van bovengenoemde stations.

Artikel 9

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot moet, op straffe van nietontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan eveneens een vordering tot schorsing van dit besluit worden ingediend, in overeenstemming met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

3 **Convention de mise à disposition des infrastructures sportives des écoles communales pour les clubs etterbeekoïses et / ou les associations à but sportif - saison 2024-2025**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en séance du 21/02/2022, le Conseil communal a approuvé les termes de la convention de mise à disposition des infrastructures sportives des écoles communales pour les clubs sportifs etterbeekoïses et / ou les associations à but sportif ;

Considérant qu'en séance du 03/07/2024, le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé la reconnaissance des clubs de catégories A, B, C, D et E mentionnés dans le collège, la répartition du subsidium aux clubs sportifs pour l'année 2024 ainsi que l'attribution de la subvention de 1.000 € pour un projet spécifique ;

Considérant qu'en séance du 03/07/2024, le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé le planning d'occupation des infrastructures sportives communales, à titre gratuit ;

Considérant qu'en séance du 03/07/2024, le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé l'occupation d'infrastructures sportives des écoles communales au Brussels Gay Sport à titre payant, pour la saison 2024-2025 ;

Considérant que les 12 clubs de catégorie E qui ne sont pas mentionnés dans le collège du 03/07/2024 mais qui ont bien remis un dossier sport à l'appel pour la saison 2024-2025. Ceux-ci sont donc reconnus pour cette saison : Entre meufs ASBL, CESAM, DC Eagles Etterbeek, Taiho jutsu Belgium, Thuy Phap, Turnclub Etterbeek, Etterbeek Rocket, Epsilon, Société de Tai chi Taoïste de Belgique, ensemble de danse Rondinella, Jujitsu Etterbeek Club, Aïkido Etterbeek ;

Considérant qu'en séance du 10/07/2024, le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé l'occupation de la salle de gym d'Ernest Richard par « Urban Step » le samedi à titre gratuit ainsi que la remise des clefs sous certaines conditions fixée par la direction de l'école ;

Considérant les conventions correspondant à chaque club et / ou association, avec les périodes d'occupation pour la saison 2024-2025 en annexes;

Considérant le résumé des différentes occupations par club et / ou association pour les différentes salles mises à disposition ci-dessous:

1. UAAE basket

salle de gym du Paradis des enfants

- o Lundi : 16h45 – 18h30 et 21h00 – 23h00
- o Mardi : 16h45 – 23h00
- o Mercredi : 15h – 18h30 et 20h30 – 23h00
- o Jeudi : 16h45 – 23h00
- o Vendredi : 16h00 – 20h00
- o Samedi : 08h30 – 24h00
- o Dimanche : 8h30 – 14h00

salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- o mercredi : 16h00 – 19h00

- o vendredi : 17h00 – 20h00

2. Ryu Bob Bonnivert asbl

salle de gym du Paradis des enfants

- o lundi : 18h30 – 21h00

- o mercredi : 18h30 – 20h30

salle de gym de la Colombe de la paix

- o lundi : 16h30 – 17h30

3. Epsilon – salle de gym du Paradis des enfants (volley)

- o vendredi : 20h00 – 22h00 / 20h00 - 23h00

4. Urban Step

salle de gym du Paradis des enfants

- o dimanche : 14h00 – 20h00

salle de gym d’Ernest Richard (place St-Pierre)

- o lundi : 18h30 – 20h00

- o samedi : 14h00 – 20h00

salle de gym de la Colombe de la paix

- o jeudi : 18h00 – 20h00

5. FSSRBC / Suje SourDoof - salle de gym d’Ernest Richard (place St-Pierre)

- o mardi : 20h00 – 22h00

6. Futsal Project Brussels

- salle de gym d’Ernest Richard (place St-Pierre)

- o mercredi : 19h00 – 21h30

salle de gym de la Colombe de la paix

- o lundi : 17h30 – 18h30

7. Le Noyau – réfectoire de la colombe de la paix

- o lundi de octobre à janvier : 20h00 – 22h00

8. Ensemble de danses Rondinella - préau d’Ernest Richard (place St-Pierre)

- o lundi : 20h00 – 22h00

9. Société de tai chi taoïste de Belgique

salle de gym de Claire Joie

- o mercredi: 19h30 – 21h00

salle de gym de Claire Joie

- o vendredi : 18h30 – 20h30

10. Cercle Triskell - préau d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- o mercredi : 20h00 – 22h00

11. AS Sans Souci - Ernest Richard (J. Buedts)

- o lundi : 19h00 – 21h00
- o mercredi : 18h00 – 21h00
- o vendredi : 19h00 – 01h00

12. Buena vista boxing club asbl - Ernest Richard (J. Buedts)

- o mardi : 18h30 – 20h30
- o jeudi : 18h30 – 20h30

13. Ju-Jitsu Etterbeek – salle de gym de Claire Joie

lundi : 18h00 – 19h30

mercredi : 18h00 – 19h30

14. Tuy-Phap

salle de gym de Claire Joie

- o mardi : 18h00 – 21h00
- o jeudi : 18h00 – 21h00

Ecole les Marronniers / Académie de musique (rue Fétis)

- o Dimanche : 11h00 – 13h00

15. La Mante Religieuse – Qwan ki do – salle de gym de la Colombe de la paix

- o lundi : 18h30 – 20h00
- o mercredi : 17h00 – 20h00 – oublié dans le dossier Sport à l'appel – créneau habituel
- o vendredi : 19h00 – 21h00

16. Brussels Gay Sport - salle de gym de la Colombe de la paix

- o mardi : 19h30 – 20h30

17. Eagles Darts – réfectoire de la Colombe de la paix

- o mercredi : 19h00 – 22h00
- o vendredi : 19h00 – 00h00

18. Ren Shin Kan – salle de gym de la Farandole (ch. St-Pierre)

- o lundi : 19h30 – 21h30
- o mardi : 19h30 – 21h30
- o mercredi : 17h00 – 21h30
- o jeudi : 19h30 – 22h00
- o vendredi : 19h30 – 22h00

19. Etterbeek Rocket - salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)

lundi : 20h00 – 23h00 (au lieu de 20h – 22h)

vendredi : 20h00 – 23h00

20. Dream Sport – salle de gym du Paradis des Enfants

mercredi : 13h00 – 15h00

21. Entre Meufs asbl – préau d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- o mercredi : 19h00 – 20h00

22. CESAM – salle de gym du Paradis des enfants

- o mercredi : 20h00 – 22h00

23. Aïkido Etterbeek - salle de gym de la Colombe de la paix

- o lundi: 20h00 – 22h00

Considérant que la mise à disposition du stade de foot Guy Thys n'est pas soumise à la présente convention, mais que pour information, des clubs et/ou associations bénéficient des installations gratuitement ;

Considérant que la répartition a été calculée en fonction du nombre d'enfants de chaque club ou association fréquentant le terrain lors des entraînements ;

Considérant que vous trouverez ci-dessous un résumé des différentes occupations par club et / ou association pour l'utilisation du stade Thys :

1. RRC Etterbeek

- o lundi: 17h00 – 21h45
- o mardi: 17h00 – 21h45
- o mercredi: 13h00 à 15h30 (1/2 terrain), 15h30 à 17h00 (2/3 terrain) et 17h00 à 21h45
- o jeudi: 17h00 – 21h45
- o vendredi : 17h00 – 21h45

- o samedi : 09h30 – 14h00 et 17h00 – 19h00

- o dimanche : 09h30 – 19h00

2. Animation et Loisirs pour Tous

- o mercredi: 13h30 – 15h30 (3/4 d'un 1/2 terrain)

3. FC SKD Brussels

- o mercredi: 13h30 – 15h30 (1/4 d'un 1/2 terrain)

4. Los Extranos

- o samedi : 14h00 – 17h00 (horaire en fonction du calendrier ABSSA)

Considérant que le service prévention de la commune bénéficie aussi de la mise à disposition d'infrastructures sportives mais que celle-ci ne fait pas l'objet d'une convention ;

Considérant que pour une partie de leurs activités, ils occupent :

salle de gym d'Ernest Richard (place St-Pierre)

- o mardi : 17h00 – 20h00

- o mercredi : 14h00 – 16h00

- o jeudi : 17h00 – 20h00

salle de gym de la Colombe de la paix

- o vendredi : 17h30 – 18h30

stade de foot Thys

- o mercredi : 15h30 – 17h00 (1/3 de terrain)

DÉCIDE

1. D'approuver la convention d'occupation tel que défini ci-dessus pour :

l' UAAE basket

Ryu Bob Bonnivert asbl

Epsilon

Urban Step

FSSRBC / Suje SourDoof

Futsal Project Brussels

Le Noyau

Ensemble de danses Rondinella

La société de tai chi taoïste de Belgique

Cercle Triskell

AS Sans Souci

Buena vista boxing club asbl

Ju-Jitsu Etterbeek

Tuy-Phap

La Mante Religieuse – Qwan ki do

Brussels Gay Sport

Eagles Darts

Ren Shin Kan

Etterbeek Rocket

Dream Sport

Entre Meufs asbl

CESAM

Aikido Etterbeek

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van de infrastructuur van de gemeentescholen aan de Etterbeekse sportclubs en / of sportverenigingen -seizoen 2024-2025

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 21/02/2022 de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van de sportinfrastructuur van de gemeentescholen aan Etterbeekse sportclubs en/of sportverenigingen heeft goedgekeurd;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 03/07/2024 goedkeuring heeft gegeven voor de erkenning van de clubs van categorie A, B, C, D en E die zijn vermeld in het collegepunt, voor de verdeling van de subsidies voor sportclubs voor het jaar 2024 en voor de toekenning van de subsidie van 1.000 euro voor een specifiek project;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 03/07/2024 de planning voor het gratis gebruik van gemeentelijke sportinfrastructuur heeft goedgekeurd;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 03/07/2024 beslist heeft om toestemming te geven voor het gebruik van sportinfrastructuur van de gemeentescholen voor het seizoen 2024-2025 door Brussels Gay Sport en dat tegen betaling;

overwegende dat de 12 clubs van categorie E niet worden vermeld in het college van 03/07/2024 maar

wel degelijk een sportoproepdossier hebben ingediend voor het seizoen 2024-2025; Zij worden dus erkend voor dit seizoen: Entre meufs vzw, CESAM, DC Eagles Etterbeek, Taiho jutsu Belgium, Thuy Phap, Turnclub Etterbeek, Etterbeek Rocket, Epsilon, Société de Tai chi Taoiste de Belgique, ensemble de danse Rondinella, Jujitsu Etterbeek Club, Aikido Etterbeek;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 10/07/2024 het gratis gebruik van de turnzaal van Ernest Richard door Urban Step heeft goedgekeurd alsook de overhandiging van de sleutels onder de voorwaarden bepaald door de schooldirectie;

overwegende dat u in bijlage de overeenkomst vindt voor elke club en/of vereniging met de gebruiksperiodes voor het seizoen 2024-2025;

overwegende dat u hieronder een overzicht vindt per club en/of vereniging van de verschillende zalen:

1. UAAE basket

- turnzaal van Paradis des Enfants
 - o Maandag: 16u45 – 18u30 en 21u00 – 23u00
 - o Dinsdag: 16u45 – 23u00
 - o Woensdag: 15u – 18u30 en 20u30 – 23u00
 - o Donderdag: 16u45 – 23u00
 - o Vrijdag: 16u00 – 20u00
 - o Zaterdag: 08u30 – 24u00
 - o Zondag: 8u30 – 14u00
- turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)
 - o woensdag: 16u00 – 19u00
 - o vrijdag: 17u00 – 20u00

2. Ryu Bob Bonnivert vzw

- turnzaal van Paradis des Enfants
 - o maandag: 18u30 – 21u00
 - o woensdag: 18u30 – 20u30
- turnzaal Colombe de la Paix
 - o maandag: 16u30 – 17u30

3. Epsilon – turnzaal van Paradis des Enfants (volley)

- o vrijdag: 20u00 – 22u00 / 20u00 - 23u00

4. Urban Step

- turnzaal van Paradis des Enfants
 - o zondag: 14u00 – 20u00

- turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)
 - o maandag: 18u30 – 20u00
 - o zaterdag: 14u00 – 20u00
- turnzaal Colombe de la Paix
 - o donderdag: 18u00 – 20u00

5. FSSRBC / Suje SourDoof - turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

- o dinsdag: 20u00 – 22u00

6. Futsal Project Brussels

- turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)
 - o woensdag: 19u00 – 21u30
- turnzaal Colombe de la Paix
 - o maandag: 17u30 – 18u30

7. Le Noyau – refter Colombe de la paix

- o maandag van oktober tot januari: 20u00 – 22u00

8. Ensemble de danses Rondinella - overdekte binnenplaats Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

- o maandag: 20u00 – 22u00

9. Société de tai chi taoïste de Belgique

- turnzaal Claire Joie
 - o woensdag: 19u30 – 21u00
- turnzaal Claire Joie
 - o vrijdag: 18u30 – 20u30

11. Cercle Triskell - overdekte binnenplaats Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

- o woensdag: 20u00 – 22u00

12. AS Sans Souci - Ernest Richard (J. Buedts)

- o maandag: 19u00 – 21u00
- o woensdag: 18u00 – 21u00
- o vrijdag: 19u00 – 01u00

13. Buena vista boxing club vzw - Ernest Richard (J. Buedts)

- o dinsdag: 18u30 – 20u30
- o donderdag: 18u30 – 20u30

14. Jiu-Jitsu Etterbeek – turnzaal Claire Joie

- o maandag: 18u00 – 19u30
- woensdag: 18u00 – 19u30

15. Tuy-Phap

- turnzaal Claire Joie
- o dinsdag: 18u00 – 21u00
- o donderdag: 18u00 – 21u00
- School les Marroniers / Académie de musique (Fétisstraat)
- o Zondag: 11u00 – 13u00

16. La Mante Religieuse – Qwan ki do – turnzaal Colombe de la paix

- o maandag: 18u30 – 20u00
- o woensdag: 17u00 – 20u00 - vergetelheid in het dossier Sportoproep - gebruikelijk uurblok
- o vrijdag: 19u00 – 21u00

17. Brussels Gay Sport - turnzaal Colombe de la paix

- o dinsdag: 19u30 – 20u30

18. Eagles Darts – refter Colombe de la paix

- o woensdag: 19u00 – 22u00
- o vrijdag: 19u00 – 00u00

19. Ren Shin Kan – turnzaal Farandole (Sint-Pieterssteenweg)

- o maandag: 19u30 – 21u30
- o dinsdag: 19u30 – 21u30
- o woensdag: 17u00 – 21u30
- o donderdag: 19u30 – 22u00
- o vrijdag: 19u30 – 22u00

20. Etterbeek Rocket - Turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

maandag: 20u00 - 23u00 (in plaats van 20u00 - 22u00)

vrijdag: 20u00 - 23u00

21. Dream Sport – Turnzaal van Paradis des Enfants

woensdag: 13u00 - 15u00

22. Entre Meufs vzw - overdekte binnenplaats Ernest Richard (Sint-Pietersplein)

- o woensdag: 19u00 - 20u00

23. CESAM – turnzaal van Paradis des Enfants

- o woensdag: 20u00 – 22u00

overwegende dat de terbeschikkingstelling van het voetbalstadion Guy Thys niet onder deze overeenkomst valt, maar ter informatie maken clubs en/of verenigingen gratis gebruik van de installaties;

overwegende dat de verdeling werd berekend op basis van het aantal kinderen van elke club of vereniging die het terrein gebruiken tijdens de trainingen;

overwegende dat u hieronder een overzicht vindt per club en/of vereniging van het gebruik van het stadion Guy Thys:

1. RRC Etterbeek

- o maandag: 17u00 – 21u45
- o dinsdag: 17u00 – 21u45
- o woensdag: 13u00 tot 15u30 (1/2 terrein), 15u30 tot 17u00 (2/3 terrein) en 17u00 tot 21u45
- o donderdag: 17u00 – 21u45
- o vrijdag: 17u00 – 21u45
- o zaterdag: 09u30 – 14u00 en 17u00 – 19u00
- o zondag: 09u30 – 19u00

2. Animation et Loisirs pour Tous

- o woensdag: 13u30 – 15u30 (3/4 van 1/2 terrein)

3. FC SKD Brussels

- o woensdag: 13u30 – 15u30 (1/4 van 1/2 terrein)

4. Los Extranos

- o zaterdag: 14u00 – 17u00 (uren in functie van de kalender ABSSA)

overwegende dat ook de dienst Preventie van de gemeente gebruikmaakt van sportinfrastructuur, maar dat dit niet onder een overeenkomst valt;

overwegende dat de dienst voor een deel van zijn activiteiten de volgende infrastructuur gebruikt:

- turnzaal van Ernest Richard (Sint-Pietersplein)
- o dinsdag: 17u00 – 20u00
- o woensdag: 14u00 – 16u00
- o donderdag: 17u00 – 20u00

- turnzaal Colombe de la Paix
- o vrijdag: 17u30 – 18u30
- voetbalstadion Thys
- o woensdag: 15u30 – 17u00 (1/3 terrein)

BESLIST

1. Om de overeenkomst zoals die hierboven is vastgelegd goed te keuren voor:

1. UAAE basket
2. Ryu Bob Bonnivert vzw
3. Epsilon
4. Urban Step
5. FSSRBC / Suje SourDoof
6. Futsal Project Brussels
7. Le Noyau
8. Ensemble de danses Rondinella
9. La société de tai chi taoïste de Belgique
10. Cercle Triskell
11. AS Sans Souci
12. Buena vista boxing club vzw
13. Ju-Jitsu Etterbeek
14. Tuy-Phap
15. La Mante Religieuse – Qwan ki do
16. Brussels Gay Sport
17. Eagles Darts
18. Ren Shin Kan
19. Etterbeek Rocket
20. Dream Sport
21. Entre Meufs vzw
22. CESAM
23. Aikido Etterbeek

De schepen,

De verantwoordelijke van de dienst

Colette Njomgang Fonkeu

Annie Moreau

25 annexes / 25 bijlagen

01. uaae.pdf, 23. aikido etterbeek.pdf, 07. Le noyau.pdf, 21. entre meufs asbl.pdf, 05. Suje.pdf, 17. eagles darts.pdf, 13. ju-jitsu etterbeek.pdf, 14. tuy-phap.pdf, 03. Epsilon.pdf, 18. ren shin kan.pdf, 16. brussels gay sports.pdf, 10. cercle triskell.pdf, 19. etterbeek rocket.pdf, convention NL.pdf, 12. buena vista boxing club.pdf, 04. Urban step.pdf, convention FR.pdf, 20. dream sport.pdf, 22. cesam.pdf, 02. Ryu bob bonnivert.pdf, 08. ensemble de danses rondinella.pdf, 11. as sans-souci.pdf, 15. mante religieuse.pdf, 09. Société de tai chi taoïste de Belgique .pdf, 06. futsal project brussels.pdf

4 Règlement relatif aux interventions dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant)

Le Conseil Communal,

Vu le projet de règlement relatif à une intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel ;

Vu que ce règlement vise à mettre à jour les montants relatifs à l'intervention dans les frais de déplacement à vélo et à pied des membres du personnel (hors personnel enseignant) ;

Considérant l'accord de la concertation Commune – CPAS du vendredi 21 juin 2024 sur la modification du règlement visant à augmenter l'indemnité piétonne à 0,24€/km et l'indemnité vélo à 0,35€/km ;

Considérant que ces indemnités respecteront les plafonds applicables de 390 euros/an (piéton) et de 2.500 euros/an (vélo) ;

Considérant que ce règlement a un effet rétroactif et que les membres du personnel concernés pourront demander un remboursement complémentaire à leurs déplacements à vélo ou à pied depuis le 1er janvier 2024 ;

DECIDE d'approuver le règlement relatif à une intervention dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant).

Règlement relatif aux interventions dans les frais de déplacement des membres du personnel (hors personnel enseignant)

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

1. Champ d'application

Le remboursement de transport est applicable aux membres du personnel communal y compris les membres du personnel du CPAS, à l'exclusion du personnel enseignant rémunéré par la Communauté française.

CHAPITRE II. - Déplacements domicile – travail

1. Droit à une intervention

Pour permettre aux membres du personnel visé à l'article 1er du Chapitre Ier d'effectuer chaque jour leurs déplacements de leur lieu de résidence principale¹ à leur lieu de travail, et inversement, il leur est octroyé une indemnité de déplacement domicile-travail pour les trajets effectués en transport en commun, à vélo et à pied.

2. Transports en commun

Cette intervention s'élève à 100% des frais de transport pour les déplacements effectués avec les sociétés STIB, SNCB selon le système de tiers payant.

Les abonnements souscrits par convention permettent de combiner les différents moyens de transport en commun.

Cette intervention ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans les frais de stationnement (carte « entreprise » ou « école »).

Si la résidence de départ de l'intéressé ne correspond pas à sa résidence principale¹, il ne peut en résulter de charges supplémentaires pour la commune. Le supplément éventuel qui résulte de ce déplacement incombe à l'intéressé.

Pour les membres du personnel qui entrent en service, le remboursement de leur titre de transport en commun sera également remboursé à 100%, en attendant l'obtention de leur abonnement dans le cadre des conventions souscrites.

Pour les membres du personnel qui utilisent les modes de transport des sociétés TEC et DE LIJN, leur titre de transport sera remboursé à 100%, selon les conditions du système de remboursement « hors-convention ».

Les déplacements en transports en commun se font en 2ème classe. Le supplément pour le transport du vélo sur le train (billet vélo) n'est pas remboursé.

Le personnel qui, pour les besoins de leur fonction, sont amenés à utiliser les tickets « Collecto » après 00h00 dans leurs déplacements domicile-travail, peuvent obtenir le remboursement intégral de ces tickets, pour autant que le chef de service en atteste la nécessité professionnelle.

¹Résidence principale : le lieu où est domicilié le membre du personnel ou sa résidence principale telle que déclarée auprès de l'employeur, sous forme de déclaration sur l'honneur.

3. Utilisation du vélo

Une indemnité est allouée, par kilomètre effectivement parcouru, au membre du personnel qui utilise un vélo pour effectuer ses déplacements de son lieu de résidence principale à son lieu de travail et inversement, avec un minimum de 500 mètres.

Cette indemnité est le montant maximum exonéré déterminé par l'article 38 §1, 14° a) du Code des impôts sur les revenus (CIR) 1992, tel que publié au Moniteur Belge, qui est de 0,35EUR/km au 01/01/2024 et jusqu'à maximum 2.500 euros par an (3.500 euros sous réserve de l'approbation de la loi). Cette indemnité kilométrique est indexée selon les dispositions de la Loi portant des dispositions fiscales diverses lorsqu'elle modifie le montant de l'indemnité par la modification de l'article 38, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992. Elle est également adaptée si le législateur modifie le montant kilométrique exonéré pour les déplacements à vélo.

Il n'est pas nécessaire que le parcours présenté soit le plus court, mais il doit être le plus indiqué pour les cyclistes, avec un intérêt particulier pour la sécurité.

L'utilisation du vélo peut, de manière complémentaire, précéder ou être postérieure à l'utilisation des transports en commun. L'indemnité ne peut toutefois jamais être cumulée avec une intervention dans les frais de transports en commun pour le même trajet et au cours de la même période.

Cette intervention ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans les frais de stationnement (carte « entreprise » ou « école »), sauf les parkings de dissuasion gérés par une institution publique.

4. Indemnité « piéton »

Une indemnité est allouée, par kilomètre effectivement parcouru, au membre du personnel effectuant principalement ses déplacements résidence principale – lieu de travail à pied, en trottinette, rollerblade ou assimilé, avec un minimum de 300 mètres.

Cette indemnité est fixée à 0,24EUR/KM.

CHAPITRE III. - Modalités de l'intervention octroyée

1. Intervention dans les frais d'utilisation des transports en commun

§1. Pour les déplacements résidence principale-lieu de travail en transports en commun, l'intervention est octroyée selon les modalités prévues par les Conventions signées avec les différents opérateurs. Les renseignements concernant la procédure à suivre pour les nouvelles demandes et pour les renouvellements se trouvent auprès du service Mobilité de la commune, auquel il est rattaché.

§2. Pour les déplacements résidence principale - lieu de travail en transports en commun, qui n'entrent pas dans le cadre de ces conventions (déplacements occasionnels) ou qui sont fait par le membre du personnel en attendant l'obtention de l'abonnement octroyé conformément au §1 susmentionné, l'intervention dans les frais de transports en commun est subordonnée à la production du titre de transport nominatif ou sur base de la remise du coupon périodique de validation original à expiration de celui-ci (sont pris en charge uniquement les tickets de min. 10 voyages, les abonnements mensuels et annuels), d'une déclaration sur l'honneur et la fourniture de la preuve de paiement. L'intervention sera payée à l'expiration de la durée de validité du titre de transport et elle sera incluse dans le salaire du demandeur. Les demandes sont à rentrer au plus tard un an après la période de validité de l'abonnement ou après la dernière utilisation du ticket 10 voyages.

2. Intervention dans les frais d'utilisation du vélo

Pour les déplacements résidence principale - lieu de travail à vélo, l'intervention est payée contre remise du formulaire, disponible sur Intranet ou, auprès du secrétariat ou de la direction de l'établissement auquel il est rattaché, établi selon le modèle approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le nombre total de kilomètres parcourus sera arrondi à l'unité supérieure.

La première introduction de ce formulaire est accompagnée d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Le choix de ce parcours est adapté aux spécificités propres aux déplacements à vélo, en particulier à celles que requiert la sécurité du cycliste dans la circulation.

Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

Seuls les trajets effectués jusqu'à 1 an avant la demande sont pris en compte. Les trajets antérieurs ne sont pas remboursés.

3. Indemnité « piétons »

L'indemnité pour les membres du personnel effectuant principalement leurs déplacements résidence principale-lieu de travail à pied, en trottinette, rollerblade ou assimilé est subordonnée à la production d'une déclaration sur l'honneur signée par le membre du personnel mentionnant que ce moyen de transport est principalement utilisé pour ses déplacements résidence principale - lieu de travail.

Le formulaire, qui est disponible sur Intranet ou auprès du secrétariat ou de la direction de l'établissement auquel il est rattaché, est établi selon le modèle approuvé par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Il devra être accompagné d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

L'indemnité sera calculée et remboursée en une seule fois sur base des justificatifs et des jours prestés durant l'année écoulée. Le nombre total de kilomètres parcourus sur l'année écoulée sera arrondi à l'unité supérieure.

Seuls les trajets effectués jusqu'à 1 an avant la demande sont pris en compte. Les trajets antérieurs ne sont pas remboursés.

CHAPITRE IV. - Dispositions complémentaires

1. Abrogation

Le présent règlement annule et remplace, à la date du 1er janvier 2024, tout règlement antérieur et dispositions ayant le même objet, à l'exception des règlements spécifiques à l'intervention de l'employeur dans les frais de parking en voirie et de parkings de dissuasion.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2024

Reglement betreffende bijdragen in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve onderwijzend personeel)

De gemeenteraad,

gelet op het ontwerp van het reglement betreffende een bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden;

overwegende dat dat reglement tot doel heeft om de bedragen in verband met de bijdrage in de verplaatsingskosten met de fiets en te voet van personeelsleden (behalve het onderwijzend personeel) bij te werken;

overwegende het akkoord van het overleg Gemeente - OCMW van vrijdag 21 juni 2024 over de wijziging van het reglement met als doel de voetgangersvergoeding te verhogen tot 0,24€/km en de fietsvergoeding tot 0,35€/km;

overwegende dat deze vergoedingen zullen voldoen aan de geldende plafonds van 390 euro/jaar (voetganger) en 2.500 euro/jaar (fiets);

overwegende dat dit reglement terugwerkende kracht heeft en dat de betrokken personeelsleden vanaf 1 januari 2024 een aanvullende vergoeding kunnen vragen voor hun verplaatsingen per fiets of te voet;

BESLIST het reglement betreffende een bijdrage in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve onderwijzend personeel) goed te keuren.

Reglement betreffende bijdragen in de verplaatsingskosten van personeelsleden (behalve

HOOFDSTUK I – Toepassingsgebied

Onderhavig reglement is van toepassing op de leden van het gemeentepersoneel, met inbegrip van de personeelsleden van het OCMW en met uitzondering van het onderwijzend personeel dat betaald wordt door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II – Woon-werkverplaatsingen

1. Recht op een bijdrage

Om ervoor te zorgen dat de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van hoofdstuk I elke dag hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats¹ en hun werkplaats en omgekeerd kunnen doen, wordt hen een vergoeding voor woon-werkverkeer toegekend voor de afstanden die zij afleggen met het openbaar vervoer, met de fiets of te voet.

2. Openbaar vervoer

De bijdrage bedraagt honderd procent van de vervoerskosten voor verplaatsingen met de maatschappijen MIVB en NMBS en dat volgens de derdebetalersregeling.

Abonnementen binnen overeenkomst maken het mogelijk om verschillende openbare vervoermiddelen te combineren.

De bijdrage kan in geen geval gecombineerd worden met de bijdrage in de parkeerkosten (bedrijfskaart of schoolkaart).

Als de vertrekplaats van de betrokkene niet dezelfde is als zijn hoofdverblijfplaats¹, kunnen daaruit geen bijkomende kosten voortvloeien voor de gemeente. De eventuele toeslag die voortvloeit uit die verplaatsing is voor rekening van de betrokkene.

Het vervoerbewijs voor het openbaar vervoer van personeelsleden die in dienst treden wordt ook volledig terugbetaald in afwachting dat ze hun abonnement krijgen in het kader van de overeenkomsten die gesloten werden.

Het vervoerbewijs van personeelsleden die gebruikmaken van de vervoermiddelen van de maatschappijen TEC en DE LIJN wordt volledig terugbetaald onder de voorwaarden van het systeem voor terugbetalingen “buiten overeenkomst”.

Verplaatsingen met het openbaar vervoer gebeuren in tweede klasse. De toeslag voor het vervoer van een fiets op de trein (fietsbiljet) wordt niet terugbetaald.

Personeelsleden die voor de uitoefening van hun functie gebruik moeten maken van “Collecto”-tickets na 24.00 uur voor hun woon-werkverplaatsingen krijgen die tickets volledig terugbetaald op voorwaarde dat het diensthoofd de professionele noodzakelijkheid ervan bevestigt.

¹ *Hoofdverblijfplaats: de plaats waar het personeelslid gedomicilieerd is of zijn hoofdverblijfplaats zoals verklaard aan de werkgever in de vorm van een verklaring op eer.*

3. Gebruik van de fiets

Aan personeelsleden die gebruikmaken van de fiets voor hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats en hun werkplaats (en omgekeerd) wordt een vergoeding per afgelegde kilometer toegekend met een minimum van 500 meter.

Die vergoeding is het vrijgestelde maximumbedrag bepaald in artikel 38, §1, 14° a) van het wetboek van de inkomstenbelastingen (WIB) 1992 zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, met name

0,35 euro/km op 01/01/2024 en tot maximaal 2.500 euro per jaar (3.500 euro mits goedkeuring wet). Deze kilometervergoeding wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet houdende diverse fiscale bepalingen wanneer ze het bedrag van de vergoeding wijzigt door wijziging van artikel 38, §1 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992. Ze wordt ook aangepast als de wetgever het aantal vrijgestelde kilometers voor verplaatsingen per fiets wijzigt.

Het is niet noodzakelijk dat de afgelegde weg de kortste is, maar het moet de meest aangewezen weg voor fietsers zijn met bijzondere aandacht voor de veiligheid.

Het gebruik van de fiets mag aanvullend voorafgaan aan of volgen op het gebruik van het openbaar vervoer. De vergoeding mag echter niet gecombineerd worden met een bijdrage in de kosten voor openbaar vervoer voor hetzelfde traject tijdens dezelfde periode.

De bijdrage kan in geen geval gecombineerd worden met de bijdrage in de parkeerkosten (bedrijfskaart of schoolkaart), behalve voor ontradingsparkings die beheerd worden door een openbare instelling.

4. Wandelvergoeding

Aan personeelsleden die hun verplaatsingen tussen hun hoofdverblijfplaats en hun werkplaats (en omgekeerd) hoofdzakelijk te voet, met de step, met inlineskates of gelijkaardige doen, wordt een vergoeding per afgelegde kilometer toegekend met een minimum van 300 meter.

Die vergoeding is vastgelegd op 0,24 euro/km.

HOOFDSTUK III – Regels voor de toekenning van de bijdrage

1. Bijdrage in de kosten voor het gebruik van het openbaar vervoer

§ 1. Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met het openbaar vervoer wordt de bijdrage toegekend onder de voorwaarden die voorzien zijn in de overeenkomsten die gesloten werden met de verschillende operatoren. Inlichtingen in verband met de procedure voor nieuwe aanvragen en verlengingen kunnen verkregen worden bij de dienst Mobiliteit van de gemeente.

§ 2. Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met het openbaar vervoer die niet binnen het kader van die overeenkomsten vallen (occasionele verplaatsingen) of die door het personeelslid gedaan worden in afwachting dat hij zijn abonnement krijgt in overeenstemming met § 1, wordt de bijdrage in de kosten voor openbaar vervoer toegekend als het personeelslid een vervoerbewijs op naam kan voorleggen of als hij het originele vervoerbewijs bezorgt wanneer de geldigheidsduur ervan verlopen is (enkel tickets van minstens tien ritten, maandabonnementen en jaarabonnementen worden terugbetaald) samen met een verklaring op eer en het betalingsbewijs. De bijdrage wordt betaald wanneer de geldigheidsduur van het vervoerbewijs verlopen is en wordt terugbetaald met de wedde van de aanvrager.

Aanvragen moeten uiterlijk binnen een jaar na de geldigheidsperiode van het abonnement of na het laatste gebruik van de tienrittenkaart ingediend worden.

2. Bijdrage in de kosten voor het gebruik van de fiets

Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats met de fiets wordt de bijdrage toegekend als het personeelslid het formulier (beschikbaar op intranet, bij het secretariaat of bij de directie van de instelling) indient dat opgesteld werd volgens het model dat goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen.

Het aantal afgelegde kilometers wordt naar boven afgerond.

Wanneer het formulier voor de eerste keer ingediend wordt, moet er een beschrijving van de reisweg

en van de kilometerafstand (heen en terug) bijgevoegd worden. De keuze van die reisweg is afgestemd op de specifieke kenmerken die eigen zijn aan verplaatsingen met de fiets, in het bijzonder wat de veiligheid van de fietser in het verkeer betreft.

Elke latere wijziging van de reisweg maakt het voorwerp uit van een nieuwe beschrijving en een rechtvaardiging.

Enkel afstanden die afgelegd werden tot een jaar voor de aanvraag worden in aanmerking genomen. Eerder afgelegde afstanden worden niet terugbetaald.

3. Wandelvergoeding

Voor verplaatsingen tussen de hoofdverblijfplaats en de werkplaats te voet, met de step, met inlineskates of gelijkaardige wordt de vergoeding toegekend als het personeelslid een ondertekende verklaring op eer bezorgt waarin hij verklaart dat hij dat vervoermiddel hoofdzakelijk gebruikt zijn verplaatsingen tussen zijn hoofdverblijfplaats en werkplaats.

Het formulier (beschikbaar op intranet, bij het secretariaat of bij de directie van de instelling) wordt opgesteld volgens het model dat goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen.

Bij dat formulier moet een beschrijving van de reisweg en van de kilometerafstand (heen en terug) bijgevoegd worden. Elke latere wijziging van de reisweg maakt het voorwerp uit van een nieuwe beschrijving en een rechtvaardiging.

De vergoeding wordt in een keer berekend en terugbetaald op basis van de bewijsstukken en de dagen die gepresteerd werden tijdens het afgelopen jaar. Het aantal kilometers dat afgelegd werd tijdens het afgelopen jaar wordt naar boven afgerond.

Enkel afstanden die afgelegd werden tot een jaar voor de aanvraag worden in aanmerking genomen. Eerder afgelegde afstanden worden niet terugbetaald.

HOOFDSTUK IV – Aanvullende bepalingen

1. Opheffing

Onderhavig reglement vernietigt en vervangt vanaf 1 januari 2024 alle vorige reglementen en bepalingen met hetzelfde onderwerp, met uitzondering van de specifieke reglementen voor de bijdrage van de werkgever in de kosten voor parkeren op de openbare weg en de kosten voor ontradingsparkings.

2. Onderhavig reglement treedt in werking op 1 januari 2024.

Planification d'urgence - Noodplanning

5 Contact Center dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise - Convention avec la s.a. WEngage dans le cadre du marché public conclu par le Centre de crise National – Approbation

LE CONSEIL,

Vu l'article 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 9, §4 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile qui prévoit que "dans chaque

commune, le bourgmestre établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours" ;

Vu l'Arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'évènements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Vu que le SPF Intérieur a conclu un accord cadre avec la S.A. IPG afin de disposer d'un call center pour l'information de la population en cas de situations d'urgence, pour la période du 01 janvier 2018 au 31 décembre 2021 ;

Considérant que dans le cadre de ses missions de planifications d'urgence et de gestion de crise, le Centre de crise national dispose depuis 2011 d'un Contact center de crise » afin de permettre l'information de la population lors de situations d'urgence.

Vu la nouvelle convention proposée suite à l'accord-cadre conclu entre le Centre National de Crise et la société WEngage (référence IBZ/NCCN/V/4) et ce pour une durée déterminée du 1er avril 2023 au 31 mars 2027;

Considérant le plan général d'urgence et d'intervention communal ;

Considérant la newsletter du Centre National de Crise du 10 juillet 2023, adressée aux communes et proposant une convention avec la S.A.WEngage, permettant d'utiliser, si nécessaire, leur call center ;

Considérant que l'activation d'un call center permet d'informer et de répondre aux questions des citoyens et des proches d'impliqués en cas de situation d'urgence collective ;

Considérant que les opérateurs du Contact Center, se basent uniquement sur les informations transmises par l'autorité pour répondre aux questions des citoyens ;

Considérant que toute autorité locale confrontée à une situation d'urgence peut y avoir accès dans le cadre de ses missions de gestion de crise, et qu'afin de bénéficier de ce contact center, il y a lieu de conclure une convention avec la société WEngage ;

Considérant que ladite convention a pour objectif de définir les conditions d'activation et d'utilisation de cette infrastructure, dont les aspects financiers, et de permettre une authentification sûre et rapide lors de l'activation ;

Considérant que les frais de veille (24h/24) sont supportés par le SPF Intérieur ; qu'il faut néanmoins prévoir que les coûts liés à l'activation et l'utilisation du Contact Center sont à charge de la commune ;

Considérant le caractère exceptionnel de l'activation d'un tel call-center, il est difficile de prévoir la dépense au budget ; considérant que l'article 249 de la nouvelle loi communale (qui dispose que tant le conseil communal que le collège des bourgmestre et échevins peuvent procéder à des dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévisibles) permet d'inscrire cette dépense au besoin ;

Considérant la nécessité de désigner des personnes habilitées à contacter WEngage pour demander l'activation du Contact Center ;

Considérant qu'en cas de volonté de l'autorité d'activer le Contact Center, les acteurs communaux pertinents pour ce faire sont le coordinateur planification d'urgence ainsi que la D5 communale ;

Considérant qu'en cas d'activation du Contact Center, un officier de liaison de l'autorité communale doit être désigné afin de veiller à transmettre et à maintenir activement le flux d'information avec WEngage ; considérant qu'idéalement cet officier de liaison doit être formé en communication et être membre de la D5 ;

DECIDE

d'approuver la convention ci-annexée entre la S.A. WEngage, Woluwelaan 158, 1831, Diegem, B.C.E. 0793.259.664, et la commune d'Etterbeek dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise.

- de désigner Amélie Janssens (coordinatrice planification d'urgence), Philippe Verheyen (responsable du service communication – D5) et Nathalie Vincent (D5 communale) comme personnes habilitées à contacter WEngage pour demander l'activation du Contact Center ;
- de financer les coûts liés à l'activation et l'utilisation du Contact Center en invoquant l'article 249 de la NLC et par l'inscription de ceux-ci via modification budgétaire.

Contactcentrum in het kader van de opdrachten van noodplanning en crisisbeheer - Overeenkomst met n.v. WEngage in het kader van de overheidsopdracht afgesloten door het Nationaal Crisiscentrum - Goedkeuring

DE GEMEENTERAAD,

gelet op artikel 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 9, §4 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid dat bepaalt dat “in elke gemeente de burgemeester een algemeen nood- en interventieplan [opstelt] dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening”;

gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en

de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

overwegende dat de FOD Binnenlandse Zaken een kaderakkoord heeft gesloten met de nv IPG om over een callcenter te beschikken om de bevolking te informeren in noodsituaties en dat voor de periode van 01 januari 2018 tot en met 31 december 2021;

overwegende dat, in het kader van zijn opdrachten voor noodplanning en crisisbeheer, het Nationaal Crisiscentrum sinds 2011 beschikt over een crisiscontactcenter om de bevolking informatie te geven in noodsituaties;

gelet op de nieuwe overeenkomst die wordt voorgesteld naar aanleiding van het kaderakkoord dat is gesloten tussen het Nationaal Crisiscentrum en het bedrijf WEngage (referentie IBZ/NCCN/V/4) en dat voor een bepaalde duur van 1 april 2023 tot 31 maart 2027;

gelet op het algemeen nood- en interventieplan;

gelet op de nieuwsbrief van het Nationaal Crisiscentrum van 10 juli 2023 die gericht was aan de gemeenten en een overeenkomst voorstelde met de nv WEngage om indien nodig hun callcenter te kunnen gebruiken;

overwegende dat de activering van een callcenter het mogelijk maakt om burgers en betrokken familieleden te informeren en hun vragen te beantwoorden in geval van een collectieve noodsituatie;

overwegende dat de operatoren van het Contact Center zich enkel baseren op de informatie die de overheid bezorgt om de vragen van burgers te beantwoorden;

overwegende dat elke lokale overheid die geconfronteerd wordt met een noodsituatie er toegang toe moet hebben in het kader het crisisbeheer en dat het om gebruik te kunnen maken van dat contactcenter aangewezen is om een overeenkomst te sluiten met de onderneming WEngage;

overwegende dat die overeenkomst tot doel heeft om de activerings- en gebruiksvoorwaarden van die infrastructuur - waaronder de financiële aspecten - vast te leggen en om een veilige en snelle authenticatie mogelijk te maken bij activering;

overwegende dat de kosten van de wachtdienst (24/24 uur) worden gedragen door de FOD Binnenlandse Zaken; dat echter de kosten voor de activering en het gebruik van het Contact Center voor rekening van de gemeente zijn;

overwegende dat, gezien het uitzonderlijke karakter van de activering van een dergelijk callcenter, de uitgave die moet worden voorzien in de begroting moeilijk te bepalen is;

overwegende dat artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet (dat bepaalt dat zowel de gemeenteraad als het college van burgemeester en schepenen kunnen overgaan tot uitgaven die door dwingende en onvoorziene omstandigheden worden vereist) het mogelijk maakt om die uitgave indien nodig in te schrijven;

gelet op de noodzaak om personen aan te stellen die bevoegd zijn om WEngage te contacteren om de activering van het Contact Center te vragen;

overwegende dat in geval de overheid het Contact Center wil activeren, de geschikte gemeentelijke medewerkers daarvoor de coördinator Noodplanning en de gemeentelijke D5 zijn;

overwegende dat in geval van activering van het Contact Center een verbindingsofficier van de gemeentelijke overheid moet worden aangesteld die ervoor zorgt dat de informatiestroom met WEngage actief is en blijft; overwegende dat deze verbindingsofficier bij voorkeur een communicatieopleiding moet hebben en lid moet zijn van D5;

BESLIST

- om de bijgevoegde overeenkomst tussen nv WEngage, Woluwelaan 158, 1831 Diegem, KBO 0793.259.664, en de gemeente Etterbeek in het kader van de opdrachten voor noodplanning en crisisbeheer goed te keuren.
- om Amélie Janssens (coördinatrice Noodplanning), Philippe Verheyen (verantwoordelijke van de dienst Communicatie – D5) en Nathalie Vincent (gemeentelijke D5) aan te stellen als personen die bevoegd zijn om WEngage te contacteren om de activering van het Contact Center aan te vragen na een beslissing van de burgemeester of zijn vervangen;
- om de kosten in verband met de activering en het gebruik van het Contact Center te financieren op basis van artikel 249 van de NWG en door inschrijving van deze kosten via een begrotingswijziging.

5 annexes / 5 bijlagen

Overeenkomst WEngage overheid.pdf, Activatieprocedure_0.docx, Coordonnées de l'autorité.docx, Procédure d'activation.docx, Convention WEngage Autorité.pdf

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

6 Modification des échelles de traitement des grades légaux au 1er décembre 2024.

Le Conseil communal,

Vu sa décision du 13 décembre 1999, modifiant le statut pécuniaire applicable aux grades légaux à partir du 1er juillet 1998.

Vu sa décision du 24 juin 2006 modifiant le statut pécuniaire applicable aux grades légaux à partir du 1er avril 2006

Vu l'ordonnance du 8 juin 2023 modifiant l'article 28 § 1er et l'article 30 de la Nouvelle Loi communale.

Vu l'article 65 § 1er de la Nouvelle Loi communale.

Considérant que l'amplitude de la carrière du Secrétaire communal et, par conséquent, celle de Receveur communal, ne peut être inférieure à dix-neuf ans.

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives, dont protocole en annexe.

DECIDE :

Article 1 : Les échelles de Secrétaire communal et de Receveur communal sont modifiées comme suit au 1er décembre 2024.

GRADE	N° barème	Minimum / Maximum (indice 138,01)	Augmentation (indice 138,01)
Secrétaire communal	A11	Min : 41.000,00	1/1 2.100,00
		Max : 62.000,00	9/2 2.100,00
Receveur communal	A10	Min : 39.975,00	1/1 2.047,50
		Max : 60.450,00	9/2 2.047,50

Article 2 : Copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Président de la Région de Bruxelles-Capitale, au service des finances et au service du personnel.

Wijziging van de weddeschalen van de wettelijke graden op 1 december 2024.

De gemeenteraad,

gelet op haar beslissing dd. 13 december 1999, houdende wijziging van het geldelijk statuut toepasbaar op de wettelijke graden vanaf 1 juli 1998.

gelet op haar beslissing dd. 24 juni 2006 van het geldelijk statuut toepasbaar op de wettelijke graden vanaf 1 april 2006;

gelet op de ordonnantie van 8 juni 2023 houdende wijziging van artikel 28 §1 en van artikel 30 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 65 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat de omvang van de loopbaan van de Gemeentesecretaris en, bijgevolg, deze van de Gemeenteontvanger, niet lager dan negentien jaar mag zijn.

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, waarvan protocol in bijlage;

BESLIST :

Artikel 1: de weddeschalen van de Gemeentesecretaris en de Gemeenteontvanger worden, op 1 december 2024 als volgt gewijzigd :

GRAAD	Nr. van barema	Minimum / Maximum (index 138,01)	Verhogingen (index 138,01)
Gemeentesecretaris	A11	Min : 41.000,00	1/1 2.100,00
		Max : 62.000,00	9/2 2.100,00
Gemeenteontvanger	A10	Min : 39.975,00	1/1 2.047,50
		Max : 60.450,00	9/2 2.047,50

Artikel 2: Een kopie van deze beraadslaging zal aan de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, aan de dienst Financiën en aan de dienst Personeel overgemaakt worden.

Personnel enseignant - Onderwijzend personeel

7 Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (CESEER) - Règlement de travail - Amendement - Adoption

Le Conseil communal,

Vu la loi du 18/12/2002 modifiant la loi du 08/04/1965 instituant les règlements de travail et imposant aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 10/03/2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 07/01/2021 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné du 11/06/2020 fixant le cadre du règlement de travail ;

Vu sa délibération du 20/09/2021 adoptant un nouveau règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé du Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (ci-après CESEER) ;

Vu le décret du 18/01/2024 portant diverses mesures relatives à l'enseignement, dont la reconnaissance du droit à la déconnexion à tous les membres du personnel du secteur de l'enseignement, sauf urgence motivée ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21/03/2024 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 21/12/2023 modifiant les règlements de travail cadres de l'enseignement fondamental ordinaire, de l'enseignement secondaire ordinaire, de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (insertion d'un article relatif au devoir de connexion et droit à la déconnexion) ;

Vu les dernières circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles relatives aux accidents du travail et aux déplacements en transport en commun public et à bicyclette des membres du personnel de

l'enseignement ;

Considérant que divers amendements ont dès lors été apportés au règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé du CESEER ; que ces amendements ont fait l'objet d'un accord définitif en Commission Paritaire Locale (COPALOC) du 18/06/2024 ;

Considérant que, conformément à la procédure de modification du règlement de travail, le règlement de travail tel qu'amendé, en annexe, doit être adopté par le Pouvoir organisateur ;

DÉCIDE

D'adopter le nouveau règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé d u **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (CESEER)** tel qu'amendé, en annexe de la présente délibération.

Ce règlement entrera en vigueur le 1^{er} jour ouvrable qui suit son adoption, et sera transmis, dans les 8 jours de son entrée en vigueur à l'Inspection du travail.

Copie de la présente délibération sera adressée à l'Inspection du travail, à la Direction de l'établissement et au service Enseignement.

Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (CESEER) - Arbeidsreglement - Amendement - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 18/12/2002 tot wijziging van de wet van 08/04/1965 tot instelling van de arbeidsreglementen en houdende de verplichting voor gemeenten en provincies om een arbeidsreglement aan te nemen voor hun personeel, met inbegrip van hun onderwijzend personeel;

gelet op het decreet van 06/06/1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

gelet op het decreet van 10/03/2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 07/01/2021 waarbij de beslissing van de Paritaire Gemeenschapscommissie voor gesubsidieerd officieel secundair onderwijs van 11/06/2020 tot vaststelling van het kader van het arbeidsreglement bindend wordt verklaard;

gelet op zijn beraadslaging van 20/09/2021 tot vaststelling van een nieuwe arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van het Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (hierna CESEER);

gelet op het decreet van 18/01/2024 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs, waaronder de erkenning van het recht op disconnectie van de leden van het onderwijzend personeel, behalve gemotiveerde dringendheid;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21/03/2024 waarbij de

beslissing van de Paritaire Gemeenschapscommissie voor gesubsidieerd officieel onderwijs van 21/12/2023 tot vaststelling van het kader van de arbeidsreglementen van het gewoon basisonderwijs, het gewoon secundair onderwijs, het bijzonder onderwijs, en het secundair deeltijds kunstonderwijs bindend wordt verklaard (toevoeging van een artikel betreffende de connectieplicht en het recht op deconnectie);

gelet op de laatste omzendbrieven van de Federatie Wallonië-Brussel betreffende de arbeidsongevallen en de verplaatsingen met het openbaar vervoer en de fiets van onderwijspersoneel;

overwegende dat bijgevolg diverse amendementen werden aangebracht aan het arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van het CESEER; dat deze amendementen het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitief akkoord in de Lokale Paritaire Commissie (COPALOC) van 18/06/2024;

overwegende dat, in overeenstemming met de procedure voor de wijziging van het arbeidsreglement, het bij amendement gewijzigde arbeidsreglement, dat in bijlage is opgenomen, moet worden goedgekeurd door de inrichtende macht;

BESLIST

o m het nieuwe arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van **het Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richar** (**CESEER**), zoals bij amendement gewijzigd en in bijlage bij deze beraadslaging opgenomen, goed te keuren.

Dit reglement treedt in werking op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan en wordt binnen 8 dagen na zijn inwerkingtreding aan de Arbeidsinspectie toegezonden.

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de Arbeidsinspectie, aan de directie van de school en aan de dienst Onderwijs.

2 annexes / 2 bijlagen

RGLT_TRAV_2024_CESEER_version_finale_amendée.pdf,

RECAP_AMENDEMENTS_CESEER_VF.pdf

8 **Enseignement communal fondamental ordinaire - Règlement de travail - Amendement - Adoption**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 18/12/2002 modifiant la loi du 08/04/1965 instituant les règlements de travail et imposant aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 10/03/2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion ;

Vu le décret du 02/06/2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 07/01/2021 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement fondamental ordinaire officiel subventionné du 11/06/2020 fixant le cadre du règlement de travail ;

Vu sa délibération du 20/09/2021 adoptant un nouveau règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé des écoles communales fondamentales ordinaires ;

Vu le décret du 18/01/2024 portant diverses mesures relatives à l'enseignement, dont la reconnaissance du droit à la déconnexion à tous les membres du personnel du secteur de l'enseignement, sauf urgence motivée ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21/03/2024 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 21/12/2023 modifiant les règlements de travail cadres de l'enseignement fondamental ordinaire, de l'enseignement secondaire ordinaire, de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (insertion d'un article relatif au devoir de connexion et droit à la déconnexion) ;

Vu les dernières circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles relatives aux accidents du travail et aux déplacements en transport en commun public et à bicyclette des membres du personnel de l'enseignement ;

Considérant que divers amendements ont dès lors été apportés au règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé des écoles communales fondamentales ordinaires ; que ces amendements ont fait l'objet d'un accord définitif en Commission Paritaire Locale (COPALOC) du 18/06/2024 ;

Considérant que, conformément à la procédure de modification du règlement de travail, le règlement de travail tel qu'amendé, en annexe, doit être adopté par le Pouvoir organisateur ;

DÉCIDE

D'adopter le nouveau règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé **des écoles communales fondamentales ordinaires**, tel qu'amendé, en annexe de la présente délibération.

Ce règlement entrera en vigueur le 1^{er} jour ouvrable qui suit son adoption, et sera transmis, dans les 8 jours de son entrée en vigueur à l'Inspection du travail.

Copie de la présente délibération sera adressée à l'Inspection du travail, à la Direction de l'établissement et au service Enseignement.

Gemeentelijk gewoon basisonderwijs - Arbeidsreglement - Amendement - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 18/12/2002 tot wijziging van de wet van 08/04/1965 tot instelling van de arbeidsreglementen en houdende de verplichting voor gemeenten en provincies om een arbeidsreglement aan te nemen voor hun personeel, met inbegrip van hun onderwijzend personeel;

gelet op het decreet van 06/06/1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

gelet op het decreet van 10/03/2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst;

gelet op het decreet van 02/06/2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 07/01/2021 waarbij de beslissing van de Paritaire Gemeenschapscommissie voor gesubsidieerd officieel gewoon basisonderwijs van 11/06/2020 tot vaststelling van het kader van het arbeidsreglement bindend wordt verklaard;

gelet op zijn beraadslaging van 20/09/2021 tot vaststelling van een nieuwe arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van de gewone gemeentelijke basisscholen;

gelet op het decreet van 18/01/2024 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs, waaronder de erkenning van het recht op deconnectie van de leden van het onderwijzend personeel, behalve gemotiveerde dringendheid;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21/03/2024 waarbij de beslissing van de Paritaire Gemeenschapscommissie voor gesubsidieerd officieel onderwijs van 21/12/2023 tot vaststelling van het kader van de arbeidsreglementen van het gewoon basisonderwijs, het gewoon secundair onderwijs, het bijzonder onderwijs, en het secundair deeltijds kunstonderwijs bindend wordt verklaard (toevoeging van een artikel betreffende de connectieplicht en het recht op deconnectie);

gelet op de laatste omzendbrieven van de Federatie Wallonië-Brussel betreffende de arbeidsongevallen en de verplaatsingen met het openbaar vervoer en de fiets van onderwijspersoneel;

overwegende dat bijgevolg diverse amendementen werden aangebracht aan het arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van de gewone gemeentelijke basisscholen; dat deze amendementen het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitief akkoord in de Lokale Paritaire Commissie (COPALOC) van 18/06/2024;

overwegende dat, in overeenstemming met de procedure voor de wijziging van het arbeidsreglement, het bij amendement gewijzigde arbeidsreglement, dat in bijlage is opgenomen, moet worden goedgekeurd door de inrichtende macht;

BESLIST

om het nieuwe arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van **de gewone gemeentelijke basisscholen**, zoals bij amendement gewijzigd en in bijlage bij deze beraadslaging opgenomen, goed te keuren.

Dit reglement treedt in werking op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan en wordt binnen 8 dagen na zijn inwerkingtreding aan de Arbeidsinspectie toegezonden.

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de Arbeidsinspectie, aan de directie van de school en aan de dienst Onderwijs.

2 annexes / 2 bijlagen

RGLT_TRAV_2024_FOND_ORDINAIRE_version_finale_amendée.pdf,

RECAP_AMENDEMENTS_FOND_ORDINAIRE_VF.pdf

9 Enseignement communal fondamental spécialisé (Les Carrefours) - Règlement de travail - Amendement - Adoption

Le Conseil communal,

Vu la loi du 18/12/2002 modifiant la loi du 08/04/1965 instituant les règlements de travail et imposant aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 10/03/2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 07/01/2021 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socioculturelle officiel subventionné (Enseignement spécialisé) du 11/06/2020 fixant le cadre du règlement de travail ;

Vu sa délibération du 20/09/2021 adoptant un nouveau règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé de l'école communale fondamentale spécialisée Les Carrefours ;

Vu le décret du 18/01/2024 portant diverses mesures relatives à l'enseignement, dont la reconnaissance du droit à la déconnexion à tous les membres du personnel du secteur de l'enseignement, sauf urgence motivée ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21/03/2024 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 21/12/2023 modifiant les règlements de travail cadres de l'enseignement fondamental ordinaire, de l'enseignement secondaire ordinaire, de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (insertion d'un article relatif au devoir de connexion et droit à la déconnexion) ;

Vu les dernières circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles relatives aux accidents du travail et

aux déplacements en transport en commun public et à bicyclette des membres du personnel de l'enseignement ;

Considérant que divers amendements ont dès lors été apportés au règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé de l'école communale fondamentale spécialisée Les Carrefours ; que ces amendements ont fait l'objet d'un accord définitif en Commission Paritaire locale (COPALOC) du 18/06/2024 ;

Considérant que, conformément à la procédure de modification du règlement de travail, le règlement de travail tel qu'amendé, en annexe, doit être adopté par le Pouvoir organisateur ;

DÉCIDE

D'adopter le nouveau règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé de l'école communale fondamentale spécialisée Les Carrefours tel qu'amendé, en annexe de la présente délibération.

Ce règlement entrera en vigueur le 1^{er} jour ouvrable qui suit son adoption, et sera transmis, dans les 8 jours de son entrée en vigueur à l'Inspection du travail.

Copie de la présente délibération sera adressée à l'Inspection du travail, à la Direction de l'établissement et au service Enseignement.

Gemeentelijk buitengewoon basisonderwijs (Les Carrefours) - Arbeidsreglement - Amendement - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 18/12/2002 tot wijziging van de wet van 08/04/1965 tot instelling van de arbeidsreglementen en houdende de verplichting voor gemeenten en provincies om een arbeidsreglement aan te nemen voor hun personeel, met inbegrip van hun onderwijzend personeel;

gelet op het decreet van 06/06/1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

gelet op het decreet van 10/03/2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 07/01/2021 waarbij de beslissing van de Gemeenschappelijke Paritaire Commissie voor het bijzonder onderwijs en het gesubsidieerd officieel onderwijs voor socioculturele promotie (bijzonder onderwijs) van 11/06/2020 tot vaststelling van het kader van het arbeidsreglement bindend wordt verklaard;

gelet op zijn beraadslaging van 20/09/2021 tot vaststelling van een nieuwe arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van de gemeentelijke buitengewone basisschool Les Carrefours;

gelet op het decreet van 18/01/2024 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs, waaronder de erkenning van het recht op deconnectie van de leden van het onderwijzend

personeel, behalve gemotiveerde dringendheid;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21/03/2024 waarbij de beslissing van de Paritaire Gemeenschapscommissie voor gesubsidieerd officieel onderwijs van 21/12/2023 tot vaststelling van het kader van de arbeidsreglementen van het gewoon basisonderwijs, het gewoon secundair onderwijs, het bijzonder onderwijs, en het secundair deeltijds kunstonderwijs bindend wordt verklaard (toevoeging van een artikel betreffende de connectieplicht en het recht op deconnectie);

gelet op de laatste omzendbrieven van de Federatie Wallonië-Brussel betreffende de arbeidsongevallen en de verplaatsingen met het openbaar vervoer en de fiets van onderwijspersoneel;

overwegende dat bijgevolg diverse amendementen werden aangebracht aan het arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van de gemeentelijke buitengewone basisschool Les Carrefours; dat deze amendementen het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitief akkoord in de Lokale Paritaire Commissie (COPALOC) van 18/06/2024;

overwegende dat, in overeenstemming met de procedure voor de wijziging van het arbeidsreglement, het bij amendement gewijzigde arbeidsreglement, dat in bijlage is opgenomen, moet worden goedgekeurd door de inrichtende macht;

BESLIST

om het nieuwe arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van **de gemeentelijke buitengewone basisschool Les Carrefours** zoals bij amendement gewijzigd en in bijlage bij deze beraadslaging opgenomen, goed te keuren.

Dit reglement treedt in werking op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan en wordt binnen 8 dagen na zijn inwerkingtreding aan de Arbeidsinspectie toegezonden.

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de Arbeidsinspectie, aan de directie van de school en aan de dienst Onderwijs.

2 annexes / 2 bijlagen

RECAP_AMENDEMENTS_CARREFOURS_VF.pdf,

RGLT_TRAV_2024_CARREFOURS_version_finale_amendée.pdf

10 **Enseignement communal secondaire artistique à horaire réduit - Règlement de travail - Amendement - Adoption**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 18/12/2002 modifiant la loi du 08/04/1965 instituant les règlements de travail et imposant aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu sa délibération du 29/06/2015 adoptant un règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé des deux académies communales, en l'occurrence, l'académie des arts et métiers Constantin Meunier et l'académie de musique, danse et arts de la parole Jean Absil ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23/03/2016 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement spécial et de l'enseignement de promotion socioculturelle officiel subventionné (Enseignement secondaire artistique à horaire réduit) du 22/10/2015 fixant le cadre du règlement de travail adapté suite aux modifications portées à la loi du 04/08/1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (particulièrement en matière de prévention des risques psychosociaux au travail);

Vu le décret du 18/01/2024 portant diverses mesures relatives à l'enseignement, dont la reconnaissance du droit à la déconnexion à tous les membres du personnel du secteur de l'enseignement, sauf urgence motivée ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21/03/2024 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 21/12/2023 modifiant les règlements de travail cadres de l'enseignement fondamental ordinaire, de l'enseignement secondaire ordinaire, de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (insertion d'un article relatif au devoir de connexion et droit à la déconnexion) ;

Vu les dernières circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles relatives aux accidents du travail et aux déplacements en transport en commun public et à bicyclette des membres du personnel de l'enseignement ;

Considérant que des amendements majeurs ont dès lors été apportés au règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé des deux académies communales ; que ces amendements ont fait l'objet d'un accord définitif en Commission Paritaire Locale (COPALOC) du 18/06/2024 ;

Considérant que, conformément à la procédure de modification du règlement de travail, le règlement de travail tel qu'amendé, en annexe, doit être adopté par le Pouvoir organisateur ;

DÉCIDE

D'adopter le nouveau règlement de travail applicable au personnel directeur, enseignant et assimilé des **deux académies communales, en l'occurrence, l'académie des arts et métiers Constantin Meunier et l'académie de musique, danse et arts de la parole Jean Absil**, tel qu'amendé, en annexe de la présente délibération.

Ce règlement entrera en vigueur le 1^{er} jour ouvrable qui suit son adoption, et sera transmis, dans les 8 jours de son entrée en vigueur à l'Inspection du travail.

Copie de la présente délibération sera adressée à l'Inspection du travail, à la Direction de l'établissement et au service Enseignement.

Gemeentelijk secundair deeltijds kunstonderwijs - Arbeidsreglement - Amendement - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 18/12/2002 tot wijziging van de wet van 08/04/1965 tot instelling van de arbeidsreglementen en houdende de verplichting voor gemeenten en provincies om een arbeidsreglement aan te nemen voor hun personeel, met inbegrip van hun onderwijzend personeel;

gelet op het decreet van 06/06/1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

gelet op zijn beraadslaging van 29/06/2015 tot vaststelling van het arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van de twee gemeentelijke academies, in casu Académie des Arts et Métiers Constantin Meunier et Académie de Musique, Danse et Arts de la Parole Jean Absil;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23/03/2016 waarbij de beslissing van 22/10/2015 van de Gemeenschappelijke Paritaire Commissie voor het bijzonder onderwijs en het gesubsidieerd officieel onderwijs voor socioculturele promotie (secundair deeltijds kunstonderwijs) tot vaststelling van het arbeidsreglement, aangepast naar aanleiding van de wijzigingen aan de wet van 04/08/1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk (in het bijzonder op het vlak van preventie van psychosociale risico's op het werk), verbindend wordt verklaard;

gelet op het decreet van 18/01/2024 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs, waaronder de erkenning van het recht op deconnectie van de leden van het onderwijzend personeel, behalve gemotiveerde dringendheid;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21/03/2024 waarbij de beslissing van de Paritaire Gemeenschapscommissie voor gesubsidieerd officieel onderwijs van 21/12/2023 tot vaststelling van het kader van de arbeidsreglementen van het gewoon basisonderwijs, het gewoon secundair onderwijs, het bijzonder onderwijs, en het secundair deeltijds kunstonderwijs bindend wordt verklaard (toevoeging van een artikel betreffende de connectieplicht en het recht op deconnectie);

gelet op de laatste omzendbrieven van de Federatie Wallonië-Brussel betreffende de arbeidsongevallen en de verplaatsingen met het openbaar vervoer en de fiets van onderwijspersoneel;

overwegende dat bijgevolg belangrijke amendementen werden aangebracht aan het arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel van de twee gemeentelijke academies; dat deze amendementen het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitief akkoord in de Lokale Paritaire Commissie (COPALOC) van 18/06/2024;

overwegende dat, in overeenstemming met de procedure voor de wijziging van het arbeidsreglement, het bij amendement gewijzigde arbeidsreglement, dat in bijlage is opgenomen, moet worden goedgekeurd door de inrichtende macht;

BESLIST

om het nieuwe arbeidsreglement van toepassing op het leidinggevend, onderwijzend en

gelijkgesteld personeel van de twee gemeentelijke academies, in casu Académie des Arts et Métiers Constantin Meunier et Académie de Musique, Danse et Arts de la Parole Jean Absjlzoals bij amendement gewijzigd en in bijlage bij deze beraadslaging opgenomen, goed te keuren.

Dit reglement treedt in werking op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan en wordt binnen 8 dagen na zijn inwerkingtreding aan de Arbeidsinspectie toegezonden.

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de Arbeidsinspectie, aan de directie van de school en aan de dienst Onderwijs.

2 annexes / 2 bijlagen

RGLT_TRAV_2024_ESAHR_version_finale_amendée.pdf,

RECAP_AMENDEMENTS_ESAHR_VF.pdf

Service de prévention - Preventiedienst

11 CONVENTION POUR L'OCTROI D'UNE ALLOCATION « GENERALE » CONTRAT DE SECURITE ET DE SOCIETE 2024/APPROBATION

Le Conseil communal,

Vu l'Arrêté royal du 29 mai 2024 relatif à l'octroi d'une allocation destinée à la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention pour l'année 2024 ;

Attendu que l'Arrêté précité accorde un subside à notre commune afin de lutter contre la criminalité, les nuisances et le sentiment d'insécurité ;

Considérant que ce subside permet de financer le poste de huit gardiens de la paix ;

Considérant la convention ci-après entre le SPF Intérieur et la Commune pour l'année 2024 ;

DECIDE

D'approuver la convention ci-dessous relative à l'allocation « générale » contrat de sécurité et de société destinée à la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention pour l'année 2024.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION POUR L'OCTROI D'UNE ALLOCATION « GENERALE » CONTRAT DE SECURITE ET DE SOCIETE 2024 VILLE/COMMUNE D'ETTERBEEK

Entre d'une part :

l'Etat représenté par le Ministre de l'Intérieur, établi Rue de la Loi 2 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé " L'Etat ",

Et d'autre part :

la commune d'Etterbeek représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale, agissant en exécution d'une décision du Conseil communal du 16 septembre 2024, ci-après dénommée " la Commune ".

Est convenu ce qui suit :

DISPOSTIONS GENERALES

1. Sur base de cette convention et eu égard aux dispositions de l'Arrêté royal du 29 mai 2024 et sous réserve des crédits disponibles, un montant de 227.481,88 EUR pour l'année 2024 est attribué à la commune d'Etterbeek.
2. Cette convention entre en vigueur le 1er janvier 2024 et se termine le 31 décembre 2024.
3. Les autorités locales s'engagent à utiliser les subsides de l'Etat fédéral de la manière la plus efficace et la plus efficiente, conformément aux dispositions de l'Arrêté royal susmentionné et à fournir à la demande toute information utile sur l'affectation de ces subsides, à permettre tout contrôle et à prêter toute l'assistance nécessaire en la matière.

CONTRAT DE SECURITE ET DE SOCIETE (art.2)

AR du 29 mai 2024 relatif à l'octroi d'une allocation destinée à la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention pour l'année 2024

Secteur d'activité 2 :

Lutte contre la criminalité, les nuisances et

le sentiment d'insécurité

Objectif général – Secteur d'activité 2:

Lutte contre la criminalité, les nuisances et le sentiment d'insécurité

1. Objectif stratégique 1 - Domaine :

Prévention de la criminalité, les nuisances et/ou sentiment d'insécurité

-

Objectifs opérationnels	Résultats attendus	Indicateurs
1. Assurer une présence dissuasive sur le territoire de la commune.	Présence dissuasive quotidienne des gardiens de la paix sur le territoire de la commune.	Nombre d'heure de patrouille des gardiens de la paix sur le territoire communal : ≥ 30 heures/jour.
2. Etablir une présence dans les quartiers commerçants	Présence dissuasive régulière des gardiens de la paix dans les quartiers commerçants	Fréquence des passages dans les quartiers commerçants : 3 passages/jour.
3. Mettre en place un partenariat ciblé sur la lutte contre la criminalité, les nuisances et le sentiment d'insécurité.	Mise en place d'un partenariat ciblé sur la lutte contre la criminalité, les nuisances et le sentiment d'insécurité avec les services de police durant toute la durée de la convention	Existence d'un partenariat ciblé sur la lutte contre la criminalité, les nuisances et le sentiment d'insécurité avec les services de police pendant toute la durée de la convention : oui - non.
4. Informer le cabinet du Bourgmestre et les services de police compétents face aux problématiques de la criminalité, des nuisances et du sentiment d'insécurité.	Transmission régulière des rapports des gardiens de la paix relative à la lutte contre la criminalité, les nuisances et le sentiment d'insécurité au cabinet du Bourgmestre et les services de police compétents.	90 % des rapports des gardiens de la paix relative à la lutte contre la criminalité, les nuisances et le sentiment d'insécurité sont transmis au cabinet du Bourgmestre et les services de police compétents.

5. Assurer une information sur les comportements adéquats à adopter aux abords et sur le chemin de l'école	Pour chaque situation constatée comme potentiellement problématique, dispense de conseils préventifs de la part des gardiens de la paix aux abords et sur le chemin de l'école.	Les victimes potentielles aux abords et sur le chemin de l'école sont relayées vers les services compétents : oui-non
6. Assurer une présence dissuasive sur le chemin de l'école et à ses abords.	Présence dissuasive quotidienne des gardiens de la paix aux abords et sur le chemin de l'école	Nombre d'heure de patrouille des gardiens de la paix aux abords et sur le chemin de l'école : >= 15h/jour.
7. Informer les conducteurs quant aux bons comportements à adopter en matière de vol de et dans véhicules	Pour chaque situation constatée comme potentiellement problématique, dispense de conseils préventifs aux conducteurs de la part des gardiens de la paix pendant toute la durée de la convention.	90 % des conducteurs visés ont été informés quant aux bons comportements à adopter en matière de vols de et dans véhicules.
8. Informer la population quant aux bons comportements à adopter en matière de vol à la tire.	Pour chaque situation constatée comme potentiellement problématique, dispense de conseils préventifs en matière de vol à la tire de la part des gardiens de la paix pendant toute la durée de la convention.	90 % de la population touchée a été informée quant aux bons comportements à adopter en matière de vol à la tire.
9. Etablir une présence dissuasive dans les transports en commun et aux abords des stations/arrêts	Présence dissuasive régulière des gardiens de la paix dans les transports en commun et aux abords des stations/arrêts.	Fréquence des passages des gardiens de la paix dans les transports en communs : 3 passages/jours
10. Assurer une information à la population en matière de vol de vélo.	Un maximum de cyclistes recevra une information en matière de prévention vol de vélo.	>= 250 cyclistes ont reçu des conseils de prévention en matière de vol de vélo.
11. Octroi de primes à la sécurisation des vélos (prime cadenas)	Existence d'un règlement relatif à l'octroi de primes pour la sécurisation des vélos (prime cadenas)	Chaque année, 80% des demandes valables de primes à la sécurisation des vélos ont pu être payées.
12. Détecter et faire enlever les vélos abandonnés.	Transmission régulière des relevés des gardiens de la paix reprenant les vélos abandonnés à Bruxelles mobilité (via l'asbl Cyclo).	Enlèvement de >= 20 vélos/an sur le territoire communal.

Cette convention a été signée à Etterbeek en 2 exemplaires le

Chaque partie intéressée déclare avoir reçu un exemplaire signé.

Pour l'Etat fédéral,

Madame Annelies VERLINDEN
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

Pour la ville/commune,

Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre

Et

Madame Annick PETIT, Secrétaire communale

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 16 septembre 2024.

Par le Conseil :

La secrétaire communale,
Annick PETIT.

Le Bourgmestre-Président,
Vincent DE WOLF

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME :

Par Ordonnance :

La Secrétaire communale,
Annick PETIT.

Le Bourgmestre,
Vincent DE WOLF.

**OVEREENKOMST VOOR DE TOEKENNING VAN EEN “ALGEMENE” TOELAGE
VEILIGHEIDS- EN SAMENLEVINGSCONTRACT 2024/GOEDKEURING**

De gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 29 mei 2024 betreffende de toekenning van een toelage in het kader van de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie voor het jaar 2024;

overwegende dat het bovengenoemde besluit een subsidie toekent aan onze gemeente om de criminaliteit, de overlast en het onveiligheidsgevoel te bestrijden;

overwegende dat die subsidie het mogelijk maakt om acht gemeenschapswachten te financieren;

gelet op de onderstaande overeenkomst tussen de FOD Binnenlandse Zaken en de gemeente voor 2024;

BESLIST

Om de onderstaande overeenkomst betreffende de toekenning van een “algemene” toelage veiligheid en samenlevingscontract in het kader van de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie voor het jaar 2024.

Deze beraadslaging zal worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

OVEREENKOMST VOOR DE TOEKENNING VAN EEN “ALGEMENE” TOELAGE VEILIGHEIDS- EN SAMENLEVINGSCONTRACT 2024 STAD/GEMEENTE ETTERBEEK

Tussen enerzijds:

de Staat, vertegenwoordigd door de minister van Binnenlandse Zaken, gevestigd in de Wetstraat 2 in 1000 Brussel, hierna “de Staat” genoemd,

En anderzijds:

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de gemeenteraad, waarvoor optreden de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van een beslissing van de gemeenteraad van 29 mei 2024, hierna “de gemeente” genoemd,

Wordt overeengekomen wat volgt:

ALGEMENE BEPALINGEN

1. Op basis van deze overeenkomst en rekening houdend met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 29 mei 2024 en onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, wordt een bedrag van 227.481,88 EUR voor het jaar 2024 toegekend aan de gemeente Etterbeek.

2. Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2024 en eindigt op 31 december 2024.

3. De lokale overheid verbindt zich ertoe de subsidies van de federale Staat zo doeltreffend en efficiënt mogelijk te besteden in overeenstemming met de voorschriften van het bovengenoemde koninklijk besluit en op verzoek alle mogelijke uitleg over de aanwending van de subsidies te verstrekken. Zij aanvaardt iedere controle en zal er haar medewerking aan verlenen.

“ALGEMENE” TOELAGE VEILIGHEIDS- EN SAMENLEVINGSCONTRACT (art.2)

KB van 29 mei 2024 betreffende de toekenning van een toelage in het kader van de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie voor het jaar 2024

Activiteitssector 2 :

Bestrijding van de criminaliteit, de overlast en het onveiligheidsgevoel

Algemene doelstelling – Activiteitssector 2:

Bestrijding van de criminaliteit, de overlast en het onveiligheidsgevoel

1. Strategische doelstelling 1– Domein:

Preventie van criminaliteit, overlast en/of het onveiligheidsgevoel

Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten	Indicatoren
1. Ontradend aanwezig zijn op het grondgebied van de gemeente.	Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het grondgebied van de gemeente.	Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op het grondgebied van de gemeente: ≥ 30 uur/dag.
2. Aanwezig zijn in de handelswijken.	Regelmatige ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten in de handelswijken.	Frequentie van de passages in de handelswijken: 3 passages/dag.

3. Een gericht partnerschap op touw zetten in de strijd tegen criminaliteit, overlast en het onveiligheidsgevoel.	Op touw zetten van een gericht partnerschap in de strijd tegen criminaliteit, overlast en het onveiligheidsgevoel met de politiediensten tijdens de volledige duur van de overeenkomst.	Bestaan van een gericht partnerschap in de strijd tegen criminaliteit, overlast en het onveiligheidsgevoel met de politiediensten tijdens de volledige duur van de overeenkomst: ja-nee.
4. Het kabinet van de burgemeester en de bevoegde politiediensten informeren over de problematieken in verband met criminaliteit, overlast en het onveiligheidsgevoel.	Regelmatige overdracht van de verslagen van de gemeenschapswachten in verband met de bestrijding van criminaliteit, overlast en het onveiligheidsgevoel aan het kabinet van de burgemeester en de bevoegde politiediensten.	90% van de verslagen van de gemeenschapswachten in verband met de bestrijding van criminaliteit, overlast en het onveiligheidsgevoel worden bezorgd aan het kabinet van de burgemeester en de bevoegde politiediensten.
5. Informeren over de juiste gedragingen die aangenomen moeten worden in de omgeving van scholen en op de weg naar school.	Voor elke situatie die vastgesteld wordt en potentieel problematisch is, geven de gemeenschapswachten preventietips in de omgeving van scholen en op de weg naar school.	De potentiële slachtoffers in de omgeving van scholen en op de weg naar school worden doorgestuurd naar de bevoegde diensten: ja-nee.
6. Ontradend aanwezig zijn op de weg naar school en in de omgeving van scholen.	Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten in de omgeving van scholen en op de weg naar school.	Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten in de omgeving van scholen en op de weg naar school: >= 15 uur/dag.
7. Bestuurders informeren over de juiste gedragingen die aangenomen moeten worden op het vlak van diefstallen van en in voertuigen.	Voor elke situatie die vastgesteld wordt en potentieel problematisch is, geven de gemeenschapswachten preventietips aan de bestuurders tijdens de volledige duur van de overeenkomst.	90% van de beoogde bestuurders werden geïnformeerd over de juiste gedragingen die aangenomen moeten worden op het vlak van diefstallen van en in voertuigen.
8. De bevolking informeren over de juiste gedragingen die aangenomen moeten worden op het vlak van zakkenrollen.	Voor elke situatie die vastgesteld wordt en potentieel problematisch is, geven de gemeenschapswachten preventietips in verband met zakkenrollen tijdens de volledige duur van de overeenkomst.	90% van de bereikte bevolking werd geïnformeerd over de juiste gedragingen die aangenomen moeten worden op het vlak van zakkenrollen.

9. Ontradend aanwezig zijn op het openbaar vervoer en in de omgeving van stations/haltes.	Regelmatige ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het openbaar vervoer en in de omgeving van stations/haltes.	Frequentie van de passages van de gemeenschapswachten op het openbaar vervoer: 3 passages/dag.
10. De bevolking informeren over fietsdiefstallen.	Zoveel mogelijk fietsers zullen informatie krijgen over de preventie van fietsdiefstallen.	>= 250 fietsers hebben preventietips gekregen in verband met fietsdiefstallen.
11. Toekenning van premies voor de beveiliging van fietsen (premie fietsslot)	Bestaan van een reglement betreffende de toekenning van premies voor de beveiliging van fietsen (premie fietsslot)	Elk jaar kon 80% van de geldige premieaanvragen voor de beveiliging van fietsen worden uitbetaald.
12. Achtergelaten fietsen opsporen en laten weghalen.	Regelmatige overdracht van de lijsten met achtergelaten fietsen van de gemeenschapswachten aan Brussel Mobiliteit (via de vzw Cyclo).	Weghalen van >= 20 fietsen/jaar op het grondgebied van de gemeente.

Deze overeenkomst werd in twee exemplaren ondertekend in Etterbeek op

Elke betrokken partij verklaart een ondertekend exemplaar te hebben ontvangen .

Voor de federale Staat,

Mevrouw Annelies VERLINDEN

Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken

Voor de stad/gemeente,

Mijnheer Vincent DE WOLF, burgemeester

en

Mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris,

Aldus beraadslaagd in openbare zitting van de gemeenteraad in Etterbeek op 16 september 2024.

Door de raad:

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De burgemeester-voorzitter,
Vincent DE WOLF

VOOR EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT:

In opdracht:

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De burgemeester-voorzitter,
Vincent DE WOLF

12 **Convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2024.**

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,29 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2024 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2024 entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Commune d'Etterbeek

CONVENTION

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur **DE WOLF**, Bourgmestre et Madame **PETIT**, Secrétaire communale, en exécution d'une délibération du Conseil communal du 16/09/2024

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur **MOLS**, Président et Monsieur **Delhauteur**, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

- § D'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;
- § D'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.
- § D'être un centre d'accueil et d'orientation ;
- § De proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;
- § D'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 5.684,29 est octroyé par l'Etat fédéral.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiaire, aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 80% du montant du subsidie octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 20% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable pour l'année **2024** et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subsidie accordée par l'autorité subsidiaire.

Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le défini par l'autorité subsidiaire.

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.

Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Etterbeek, le**2024**.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président,

Pierre **MOLS**

Le Trésorier,

Baptiste **Delhauteur**

La Secrétaire Communale,

Le Bourgmestre,

Madame **PETIT**

Monsieur **De WOLF**

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 16 septembre 2024.

Overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2024.

De Gemeenteraad,

overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,29 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2024 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbind en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2024 tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Gemeente Etterbeek

OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer **De Wolf**, Burgemeester, en Mevrouw **PETIT**, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van 16/09/2024

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer **MOLS**, Voorzitter, en de Heer **Delhauteur**, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids-en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht:

- § Functioneren als opvang-en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk;
- § Een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.
- § Een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn;
- § Sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
- § Druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van € 5.684,29.

Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 80% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 20% zal gestort worden na voorlegging van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorgesloten, terugbetaald worden.

Artikel 7

Deze overeenkomst geldt voor het jaar **2024** en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.

Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Etterbeek,**2024**.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter,

De Penningmeester

Pierre **MOLS**

Baptiste **Delhauteur**

Voor de Gemeente Etterbeek

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Mevrouw **PETIT**

De Heer **DE WOLF**

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 16 september 2024.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

13 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 27/03/2024.

Objet : Pose de monte-escaliers pour personne PMR - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.000,00 € (HTVA) – 24.200,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 24/04/2024.

Objet : THEUX 2 – Escalier – Remplacement des deux premières volées d'escalier - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 15.000,00 € (HTVA) – 15.900,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 29/05/2024.

Objet : Appartement situé au 1er étage de l'immeuble 301 chaussée de Wavre (F301WA1) - Travaux de plomberie et d'installation d'équipements d'eau chaude sanitaire - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 3.400,00 € (HTVA) – 3.604,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 29/05/2024.

Objet : Appartement situé au 2ème étage de l'immeuble 209 avenue de la Chasse (F209CH2D) - Travaux de transformation de la salle de bain en salle de douche - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.000,00 € (HTVA) – 21.200,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 12/06/2024.

Objet : Appartement triplex situé au 1er étage de l'immeuble 341/343 chaussée de Wavre (F341WA1) – Travaux de rénovation de la salle de bain - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 12.000,00 € (HTVA) – 12.720,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 26/06/2024.

Objet : Réception du système de chauffage et de la chaudière pour attestation PEB - Crèche Claudine Meurice et logements – Avenue d'Auderghem 221 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 500,00 € (HTVA) – 605,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 03/07/2024.

Objet : Travaux de jardinage dans divers jardins d'immeubles gérés par la Régie Foncière - Exercice 2024 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.000,00 € (HTVA) – 24.200,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 10/07/2024.

Objet : Analyse de risques de 11 ascenseurs situés dans des immeubles gérés par la Régie Foncière - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 7.700,00 € (HTVA) – 9.317,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 10/07/2024.

Objet : Appartement situé au 1er étage de l'immeuble 350 chaussée de Wavre (F350WA1) – Fourniture et pose d'un sèche serviette - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 900,00 € (HTVA) – 954,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 27/03/2024, 24/04/2024, 29/05/2024, 12/06/2024, 26/06/2024, 03/07/2024 et 10/07/2024 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 27/03/2024.

Onderwerp: Installatie van trapliften voor mensen met beperkte mobiliteit - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.000,00 € (EXCL. BTW) – 24.200,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 24/04/2024.

Onderwerp: THEUX 2 - Trap - Vervanging van de eerste twee trappen - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 15.000,00 € (EXCL. BTW) – 15.900,00 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/05/2024.

Onderwerp: Appartement gelegen op de 1e verdieping van het gebouw 301 chaussée de Waver (F301WA1) - Loodgieterswerk en installatie van warmwatertoestel - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 3.400,00 € (EXCL. BTW) – 3.604,00 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/05/2024.

Onderwerp: Appartement gelegen op de 2e verdieping van het gebouw 209 avenue de la Chasse (F209CH2D) - Werkzaamheden om de badkamer om te bouwen tot een doucheruimte - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.000,00 € (EXCL. BTW) – 21.200,00 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 12/06/2024.

Onderwerp: Triplex appartement gelegen op de 1e verdieping van het gebouw 341/343 chaussée de Wavre (F341WA1) - Renovatiewerkzaamheden aan de badkamer - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 12.000,00 € (EXCL. BTW) – 12.720,00 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 26/06/2024.

Onderwerp: Goedkeuring van het verwarmingssysteem en de verwarmingsketel voor EPB-certificering - Crèche Claudine Meurice en appartementen - Oudergemlaan 221- Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 500,00 € (EXCL. BTW) – 605,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 03/07/2024.

Onderwerp: Tuinwerkzaamheden in verschillende tuinen van de gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.000,00 € (EXCL. BTW) – 24.200,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 10/07/2024.

Onderwerp: Risicoanalyse van 11 liften in gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de

Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 7.700,00 € (EXCL. BTW) – 9.317,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 10/07/2024.

Onderwerp: Appartement gelegen op de 1ste verdieping van het gebouw 350 chaussée de Waver (F350WA1) - Levering en plaatsing van een verwarmd handdoekenrek - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 900,00 € (EXCL. BTW) – 954,00 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 27/03/2024, 24/04/2024, 29/05/2024, 12/06/2024, 26/06/2024, 03/07/2024 en 10/07/2024 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

14 Régie Foncière – Marchés par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 13/03/2024.

Objet : Travaux de réparation de toiture - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 132.688,00 € (HTVA) – 140.649,28 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire de la Régie Foncière.

Date : 27/03/2024.

Objet : Remplacement en urgence de chaudières individuelles - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 140.000,00 € (HTVA) – 148.400,00 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 10/04/2024.

Objet : Maelbeek 20-22 - Etude chaudière et ventilation - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 30.840,00 € (HTVA) – 37.316,40 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 240-01 du budget extraordinaire 2024 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 13/03/2024, 27/03/2024 et 10/04/2024 relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen:

Datum: 13/03/2024.

Onderwerp: Dakreparaties - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 132.688,00 € (EXCL. BTW) – 140.649,28 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 27/03/2024.

Onderwerp: Noodvervanging van individuele ketels - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 140.000,00 € (EXCL. BTW) – 37.316,40 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 10/04/2024.

Onderwerp: Maelbeek 20-22 - Ketel- en ventilatiestudie - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 30.840,00 € (EXCL. BTW) – 30.250,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 240-01 van de buitengewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 13/03/2024, 27/03/2024 en 10/04/2024 betreffende overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €.

passation.

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2024/RENOV ENERGIE GRAY_CHAUDIERE relatif au marché “**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE - CHAUDIÈRES GRAY**” établi par la Régie Foncière d'Etterbeek ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 320.000,00 € hors TVA ou 339.200,00 €, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 242-01 du budget extraordinaire de la Régie Foncière ;

DECIDE :

1. D'approuver le cahier des charges N° 2024/RENOV ENERGIE GRAY_CHAUDIERE et le montant estimé du marché “**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE - CHAUDIÈRES GRAY**”, établis par la Régie Foncière d'Etterbeek. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 320.000,00 € hors TVA ou 339.200,00 €, 6% TVA comprise.
2. De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.
3. De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.
4. De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
5. De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 242-01 du budget extraordinaire de la Régie Foncière.

Energetische renovatie - Ketels Gray - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “ **RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE - CHAUDIÈRES GRAY** ” een bestek met nr. 2024/RENOV ENERGIE_GRAY_CHAUDIERE werd opgesteld door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 320.000,00 € excl. btw of 339.200,00 € incl. 6% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 242-01 van de buitengewone dienst van het budget van de regie van grondbeleid;

Besluit

1. Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2024/RENOV ENERGIE_GRAY_CHAUDIERE en de raming voor de opdracht “ **RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE - CHAUDIÈRES GRAY** ”, opgesteld door de Regie van Grondbeleid van Etterbeek. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 320.000,00 € excl. btw of 339.200,00 € incl. 6% btw.
2. Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.
3. De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.
4. Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.
5. De uitgave voor deze opdracht is voorzien op artikel 242-01 van de buitengewone dienst van het budget van de regie van grondbeleid.

2 annexes / 2 bijlagen

2024_07_17_CCH - Modele 3P.pdf, 2024_07_17_Bestek - Model 3P.pdf

Finances - Financiën

16 Budget 2024 – Modification n°2 - services ordinaire et extraordinaire

Begroting 2024 - Wijzigingen n° 2 - gewone en buitengewone diensten

4 annexes / 4 bijlagen

MB 2.pdf, MB2 extra.pdf, BW 2.pdf, MB 2 ordi.pdf

17 Convention de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024

Le conseil communal,

Attendu que par décision du 30 mai 2024 le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de verser à la commune d'Etterbeek une subvention spéciale ;

Attendu que la présente convention règle les modalités de la mise à disposition de la commune d'Etterbeek, d'une subvention spéciale de la Région d'un montant de 755.000 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 2023 attribuant pour l'année, à la Ville de Bruxelles et aux communes d'Anderlecht, Etterbeek, Ixelles et St-Gilles, une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

DECIDE:

- d'approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier ;
- les montants seront imputés comme suit :
 - au service ordinaire :
 - recettes ordinaires de transfert – article 872/465-48: «Déficit des hôpitaux - intervention de l'Etat : € 755.000 ;
 - dépenses ordinaires de transfert – article 872/435-01 : « Intervention déficit hôpitaux : € 755.000.

Overeenkomst van Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeenten in toepassing van de ordonnantie van van 13 februari 2003 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 30 mei 2024

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van 30 mai 2024 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest houdende toekenning van een bijzondere subsidie aan de Gemeente Etterbeek;

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 755.000

euro ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2023 tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de Stad Brussel en aan de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en St Gillis voor het jaar 2023, in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003;

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

BESLIST

- de tekst van de overeenkomst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd;
- de bedragen worden als volgt ingeschreven:
 - op de gewone dienst:
 - gewone ontvangsten Overdrachten – artikel 872/465-48 “Tekort ziekenhuizen - Staatstussenkomst : € 755.000;
 - gewone uitgaven Overdrachten – artikel 872/435-01 - Tekort ziekenhuizen : € 755.000.

3 annexes / 3 bijlagen

00206BF43303240808085006.pdf, 00206BF43303240808085028.pdf,

00206BF43303240808085020.pdf

18 **Lettre avenant à la Convention d'assurance de cotisations n° 652-653 souscrite par l'administration communale et le CPAS d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal;

Vu la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales;

Vu la décision du 16 décembre 1993 relative à la création d'un fonds de pension et la signature à cet effet d'une convention avec la Société Mutuelle des Administrations Publiques (SMAP);

Vu la décision du 17 novembre 1997 décidant d'une part de conclure un emprunt pour alimenter le fonds et arrêtant d'autre part l'avenant à ladite convention;

Vu les importantes réformes au cours des dernières années en matière de pensions légales;

Vu la révision de l'ensemble des conventions 1er pilier par Ethias;

DECIDE d'approuver la lettre avenant à la convention d'assurance cotisations n° 652-653.

Bijvoegselbrief aan de bijdrageverzekeringsovereenkomst nr 652-653 onderschreven door het gemeentebestuur en het OCMW van Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel;

gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de

plaatselijke besturen;

gelet op de beslissing van 16 december 1993 betreffende de oprichting van een pensioenfonds en de ondertekening daartoe van een overeenkomst met de Onderlinge Maatschappij der Openbare Besturen (OMOB);

gelet op zijn beslissing van 17 november 1997 om enerzijds een lening af te sluiten om het fonds van geld te voorzien en anderzijds om het aanhangsel bij die overeenkomst vast te leggen;

gelet op de grote hervormingen van de voorbije jaren op het vlak van wettelijke pensioenen;

gelet op de herziening van alle overeenkomsten van de eerste pijler door Ethias;

BESLIST om de bijvoegselbrief aan de overeenkomst voor de bijdrageverzekering nr 652-653 goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

BIJVOEGSELBRIEF_WIJZIGING RENTEVOET 2024_652.pdf, LETTRE AVENANT_MODIF TAUX GARANTI 2024_652 (1).pdf

19 Lettre avenant à la Convention d'assurance pensions n° 650-651 souscrite par l'administration communale et le CPAS d'Etterbeek

Le Conseil communal,

Vu la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal;

Vu la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales;

Vu la décision du 16 décembre 1993 relative à la création d'un fonds de pension et la signature à cet effet d'une convention avec la Société Mutuelle des Administrations Publiques (SMAP);

Vu la décision du 17 novembre 1997 décidant d'une part de conclure un emprunt pour alimenter le fonds et arrêtant d'autre part l'avenant à ladite convention;

Vu les importantes réformes au cours des dernières années en matière de pensions légales;

Vu la révision de l'ensemble des conventions 1er pilier par Ethias;

D E C I D E d'approuver la lettre avenant à la convention 650-651 d'assurance pension.

Bijvoegselbrief aan de Pensioenverzekeringsovereenkomst nr 650-651 onderschreven door het Gemeentebestuur en het OCMW van Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel;

gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen;

gelet op de beslissing van 16 december 1993 betreffende de oprichting van een pensioenfonds en de ondertekening daartoe van een overeenkomst met de Onderlinge Maatschappij der Openbare Besturen (OMOB);

gelet op zijn beslissing van 17 november 1997 om enerzijds een lening af te sluiten om het fonds van geld te voorzien en anderzijds om het aanhangsel bij die overeenkomst vast te leggen;

gelet op de grote hervormingen van de voorbije jaren op het vlak van wettelijke pensioenen;

gelet op de herziening van alle overeenkomsten van de eerste pijler door Ethias;

BESLIST om de bijvoegselbrief aan pensioenovereenkomst nr 650-6511 goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

LETTRE AVENANT_MODIF TAUX GARANTI 2024_650.pdf, BIJVOEGSELBRIEF_WIJZIGING RENTEVOET 2024_650.pdf

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

20 Gemeenschapscentrum De Maalbeek- compte 2023- budget 2024- Prise d'acte

Le conseil communal,

Considérant que la “Gemeenschapscentrum De Maalbeek ” nous a transmis le compte 2023 et le budget 2024 en date du 1ier juillet 2024;

Considérant qu’un montant de 5000€ y est repris à titre de subside communal dans le compte 2023 ;

Considérant que ce compte est clôturé avec un mali de 8270.94€;

Considérant que le budget 2024 de la « Gemeenschapscentrum De Maalbeek » prévoit un subside communal de 5000€ (budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles- Capitale le 10 mai 2024) ;

PREND ACTE :

du compte 2023 et du budget 2024 de la « Gemeenschapscentrum De Maalbeek”.

Gemeenschapscentrum De Maalbeek- rekening 2023- begroting 2024- Akteneming

De gemeenteraad,

Overwegende dat het “Gemeenschapscentrum De Maalbeek” ons de rekening 2023 en de begroting 2024 op datum van 1 juli heeft overgemaakt;

Overwegende dat de rekening 2023 een bedrag van 5000€ werd opgenomen als gemeentelijke subsidie;

Overwegende dat deze rekening sluit met een negatief saldo van 8270.94€;

Overwegende dat de begroting 2024 van het “Gemeenschapscentrum De Maalbeek” een gemeentelijke subsidie van 5000€ voorziet (begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 10 mei 2024);

NEEMT AKTE:

van de rekening 2023 en de begroting 2024 van het "Gemeenschapscentrum De Maalbeek".

3 annexes / 3 bijlagen

balans en RR 2023 MB.pdf, begroting de maalbeek 2024-goedgek AV MB.pdf, verslag AV 19 maart 2024- ondertekend MB.pdf

21 asbl Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- compte 2023 et budget 2024- prise d'acte

Le conseil communal,

Considérant que “ l’asbl Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek” nous a transmis le compte 2023 et le budget 2024 en date du 8 juillet 2024 ;

Considérant qu’un montant de 30.500€ y est repris à titre de subside communal dans le compte 2023 ;

Considérant que ce compte est clôturé avec un boni de 1460.70€ ;

Considérant que le budget 2024 de « l’asbl Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek » prévoit un subside communal de 30.500€ (budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 10 mai 2024) ;

PREND ACTE

Du compte 2023 et du budget 2024 de “l’asbl Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek”.

vzw Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- rekening 2023 en begroting 2024-akteneming.

De gemeenteraad,

Overwegende dat de “Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek vzw” ons de rekening 2023 en de begroting 2024 op datum van 8 juli 2024;

Overwegende dat de rekening 2023 een bedrag van 30.500€ voorziet als gemeentelijke subsidie;

Overwegende dat deze rekening sluit met een positief saldo van 1460.70€

Overwegende dat de begroting 2024 van de “Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek vzw” een gemeentelijke subsidie van 30.500€ voorziet (begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 10 mei 2024);

NEEMT AKTE:

Van de rekening 2023 en de begroting 2024 van de “Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek vzw”.

3 annexes / 3 bijlagen

Begrotingsvoorstel GOBE 2024 - ondertekend.pdf, GOBE Rekening details 2023 - ondertekend.pdf, GOBE verslag AV voor goedkeuring rekening 2023 ondertekend.pdf

22 asbl Maison de quartier Chambéry - compte 2023 - budget 2024 - Prise d'acte

Le conseil communal,

Considérant que l'asbl Maison de quartier Chambéry », nous a transmis le compte 2023 et le budget 2024 en date du 1er juillet 2024;

Considérant qu'un montant de 12.500€ y est repris à titre de subside communal dans le compte 2023 ;

Considérant que ce compte est clôturé avec un mali de 8000.08€;

Considérant que le budget 2024 de « l'asbl Maison de quartier Chambéry » prévoit un subside communal de 12.500€ (budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles- Capitale le 10 mai 2024)

PREND ACTE :

du compte 2023 et du budget 2024 de "l'asbl Maison de quartier Chambéry".

vzw Wijkhuis Chambéry - rekening 2023 - begroting 2024 - Akteneming

De gemeenteraad,

Overwegende dat de “vzw Wijkhuis Chambéry” ons de rekening 2023 en de begroting 2024 op datum van 1 juli 2024 heeft overgemaakt;

Overwegende dat de rekening 2023 een bedrag van 12.500€ werd opgenomen als gemeentelijke subsidies;

Overwegende dat deze rekening sluit met een negatief saldo van 8000.08€;

Overwegende dat de begroting 2024 van “de vzw Wijkhuis Chambéry” een gemeentelijke subsidies van 12.500€ voorziet (begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 10 mei 2024);

NEEMT AKTE:

van de rekening 2023 en de begroting 2024 van “de vzw Wijkhuis Chambéry”.

3 annexes / 3 bijlagen

begroting 2024 Chambéry.pdf, Rekening 2023 Chambéry.pdf, verslag AV 27 03 2024 Chambéry.pdf

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

23 Organisation de la foire d'automne sur la place Jourdan du 23 octobre au 6 novembre 2024 .

Le Conseil Communal,

Considérant que la foire d'automne se tiendra sur la place Jourdan du 23 octobre au 6 novembre 2024;

Considérant l'installation de neuf forains : un carrousels, deux Luna Park, un trampoline, un auto-scooter, deux pêches aux canards, un stand de tir et un vendeur de croustillons ;

Considérant que les forains pourraient s'installer sur la place dès le lundi 21 octobre à partir de 18h00, mais qu'ils ne pourront pas commencer le montage afin de ne pas troubler la tranquillité des riverains ;

Considérant que les forains pourraient commencer le montage sur la place à partir du mardi 22 octobre 2024 à 08h00 et devra se terminer à 20h00 pour ne pas troubler la tranquillité des riverains ;

Considérant que l'ouverture de la foire commencerait le mercredi 23 octobre avec l'horaire suivant :

Lundi, mardi, jeudi et vendredi	de 15h00 à 21h30
Les mercredis	de 12h00 à 21h30
Samedi	de 12h00 à 22h00
Dimanche	de 11h00 à 21h30

Considérant que l'inauguration officielle de la foire se tiendra le vendredi 25 octobre à 18h00, un drink sera organisé par le service des Foires, Marchés et Brocantes à cette occasion ;

Considérant que les forains devront avoir quitté leur emplacement pour le mercredi 6 novembre 2024 à 22h00 ;

Considérant le plan d'emplacements des attractions foraines (en annexe) ;

Considérant qu'un col de cygne sera installé par Vivaqua sur la place Jourdan pour permettre l'approvisionnement en eau des forains ;

Considérant qu'une surveillance régulière du site sera demandée aux gardiens de la paix ;

Considérant que le marché dominical devra être délocalisé le 27 octobre et le 03 novembre 2024, dans la rue Général Leman du bas de la rue jusqu'au 99 entrée de l'ancienne maison communale ;

Considérant l'impression d'affiche ainsi que la distribution de celles-ci, pour l'information au public;

Considérant l'avis favorable des différents services sous certaines conditions (voir annexes):

DECIDE d'autoriser :

1. L'organisation de la foire d'automne sur la place Jourdan du 23 octobre au 6 novembre 2023 avec arrivée tardive le lundi 21 octobre après 18h00 - Une installation débutant le mardi 22 octobre 2024 à partir de 08h00 et devra se terminer à 20h00 pour ne pas troubler la tranquillité des riverains, et un départ le 6 novembre 2024 à 22h, au plus tard ;
2. L'organisation d'un drink par le service des Foires, Marchés et Brocantes pour l'inauguration officielle le vendredi 25 octobre à 18h00, (demande de boissons, 1 tente, 1 table, 1 bahut et 2 personnes pour le service);
3. Différentes interdictions de stationnement :
 - o Tout le long du trottoir côté Vatel du lundi 21 octobre à 18h00 au mercredi 23 octobre à 22h00 et le mercredi 06 novembre toute la journée ;
 - o Sur la zone de livraison en face du « Vatel » du lundi 21 octobre à 18h00 au mercredi 23 octobre à 22h00 et le mercredi 06 novembre toute la journée ;
 - o Tout le long de la place Jourdan entre le lundi 21 octobre et le mercredi 06 novembre 2024 avec BN pour la protections des piétons;
 - o Sur les emplacements de stationnement situés en face du Sofitel du lundi 21 octobre au mercredi 06 novembre 2024 , sur lesquelles il faudra retiré le poteaux amovible ;

- Au centre de l'avenue du 2ème Régiment de Lanciers sur 150 mètres entre le lundi 21 et le mardi 22 octobre 2024, afin de permettre aux camions et remorques de se garer avant le début de la foire.
- 4. l'octroi aux forains d'une carte pour le stationnement de leur véhicule privé, au prix de ~~15~~;
- 5. l'intervention des gardien de la paix pour une surveillance régulière du site.
- 6. La signature de la convention entre chaque forains et de l'administration communale d'Etterbeek situé avenue des Casernes, 31/1, reprise ci-dessous ;

FOIRE D'AUTOMNE PLACE JOURDAN DU 23 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2024.

CONVENTION ENTRE :

L' Administration communale d'Etterbeek, représentée par l' Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur **Philippe Claus**, né(e) le 16 août 1979

Domicilié à 1780 – Wemmel, Merchtemsteenweg, 4 B1

Exploitant une attraction foraine « Luna - Park»,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, Comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 607,50 € (9m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 657,50 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/ 14383 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à

justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.

5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera attentif à la tranquillité du voisinage immédiat
 - En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,
--	----------------------------------

L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin,des foires, marchés et brocantes
Philippe CLAUS	Annick Petit	Aziz ES

FOIRE D' AUTOMNE PLACE JOURDAN DU 23 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2024.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur **André LEDOUX**, né(e)le 04/02/1976

Domicilié à 1831– Diegem, Veldweg, 14,

Exploitant une attraction foraine « Pêche aux canards »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 7 mètres de façade durant la foire place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jordan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 472.50€ (7m x 4,50€ x 15jours), A ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 522,50 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/ 14378 ». En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalité. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.

6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions policières reprises ci-dessous :
 - Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera attentif à la tranquillité du voisinage immédiat
 - En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,	
L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin, des foires, marchés et brocantes
André LEDOUX	Annick Petit	Aziz ES

FOIRE D'AUTOMNE PLACE JOURDAN DU 23 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2024.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par L'échevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après, **Billy Gossing** né le/...../.....,

Domicilié à Huishoudenstraat, 2 – 1000 Brussel

Exploitant une attraction foraine « un trampoline »

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 8 mètres de façade durant la foire place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 540,00 € (8m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 590,00 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/14380 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.

9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera attentif à la tranquillité du voisinage immédiat
 - En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,	
L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin, des foires, marchés et brocantes
Billy GOSSING	Annick Petit	Aziz ES

FOIRE D'AUTOMNE PLACE JOURDAN DU 23 OCTOBRE AU 06 NOVEMBRE 2024.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur **Jean Delcomminette**, né(e) le 20/05/1985

Domicilié à 5190 – MORIMONT (Zoning), Rue de la Vieille Sambre, 123,

Exploitant une attraction foraine « Luna - Park»,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire place Jourdan comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 607,50 € (9m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 657,50 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/14385 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.

11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - o Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera attentif à la tranquillité du voisinage immédiat
 - o En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
 - o L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - o Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - o Respect des heures d'ouverture.
 - o Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - o Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,	
L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin,des foires, marchés et brocantes
Jean DELCOMMINETTE	Annick Petit	Aziz ES

FOIRE D'AUTOMNE PLACE JOURDAN: DU 23 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2024.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l' Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur **Jonathan DOOP**, né(e) le 26/07/1994,

Domicilié à 1020 - Laeken, rue Drootbeek, 85

Exploitant une attraction foraine « Friterie »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, comme indiqué

dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.

2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 607,50 € (9m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajoutée une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 657,50 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/ 14386 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journalier de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions policières reprises ci-dessous :
 - o Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera

attentif à la tranquillité du voisinage immédiat

- En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
- Respect des heures d'ouverture.
- Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,	
L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin, des foires, marchés et brocantes
Jonathan DOOP	Annick Petit	Aziz ES

FOIRE D'AUTOMNE PLACE JOURDAN DU 23 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2024.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Nommée ci-après **Madame Kelly Hallaert**,

Domiciliée à, 2070 Zwijndrecht, Antwerpsesteenweg 23 glv

Exploitant une attraction foraine « Tir à pipes »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 8 mètres de façade durant la foire place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 540,00 € (8m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajoutée une participation financière de 50,00 € correspondant à la

location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 590,00 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/ 14379 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.

3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions policières reprises ci-dessous :
 - Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera attentif à la tranquillité du voisinage immédiat
 - En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le

- repos des habitants.
- o Respect des heures d'ouverture.
- o Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- o Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,	
L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin,des foires, marchés et brocantes
Kelly Hallaert	Annick Petit	Aziz ES

FOIRE D'AUTOMNE PLACE JOURDAN DU 23 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2024

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l' Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur **Kylian Debock**,

Domicilié à 9240 - Zele, T'Eindeken, 19,

Exploitant une attraction foraine « Pêche aux canards »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 7 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 472,50 € (7m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 522,50 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/ 14381 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine

mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.

4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera attentif à la tranquillité du voisinage immédiat
 - En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,	
L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin,des foires, marchés et brocantes
Kylian DEBOCK	Annick Petit	Aziz ES

FOIRE D'AUTOMNE PLACE JOURDAN DU 23 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2024

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur **Léopold Severs**,

Domicilié à 1500 Halle, August Demaeghtlaan 157

Exploitant une attraction foraine « Carrousel »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 8 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire de la sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 540,00 € (8m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 590,00 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/ 14382 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours

contre elle.

5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - o Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera attentif à la tranquillité du voisinage immédiat
 - o En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
 - o L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - o Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - o Respect des heures d'ouverture.
 - o Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - o Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,	
L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin, des foires, marchés et brocantes
Léopold SEVERS	Annick Petit	Aziz ES

FOIRE D'AUTOMNE PLACE JOURDAN DU 23 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2024.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l' Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur **Steve MESSIAEN**, né le 24/12/1991

Domicilié à 3012 Wilsele, Langenhofstraat, 26

Exploitant une attraction foraine « Auto-Scooter »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 26 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 1755,00 € (26 m x 4,50€ x 17 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 1805,50 €. pour le 16 octobre 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « Dc 24/ 14377 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à

l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 novembre 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place Jourdan à partir du lundi 21 octobre 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 22 octobre à partir de 08h00 jusqu'à 22h00. L'ouverture de la foire aura lieu mercredi 23 octobre 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du 21 octobre à 18h00 au 23 octobre à 08h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions policières reprises ci-dessous :
 - o Les organisateurs devront respecter le règlement général de police et être attentif aux règles concernant le bruit (Art 88 et suiv.), la propreté de l'espace public (Art 15 et suiv.) et la sécurité publique (Chapitre 3). De manière générale, l'organisateur prendra toutes les mesures pour assurer la sécurité des participants à son événement et sera attentif à la tranquillité du voisinage immédiat
 - o En cas de mesures impactant la mobilité, les règles du Code de la Route sont de strictes applications. Il ne peut y être dérogé que via un arrêté ou une ordonnance de police qui établit les dérogations aux principes généraux ;
 - o L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - o Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - o Respect des heures d'ouverture.
 - o Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - o Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---- / ---- /2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

	Pour l'Administration communale,	
L'exploitant,	La Secrétaire communale,	L'Echevin, des foires, marchés et brocantes
Steve MESSIAEN	Annick Petit	Aziz ES

Organisatie van het herfstkermis op Jourdanplein van 23 oktober tot 6 november 2024.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat van 23 oktober tot en met 6 november 2024 op het Jourdanplein een Herfstkermis wordt gehouden;

Gezien de installatie van negen kermiskramen: een draaimolen, twee Luna Parks, een trampoline, een autoscooter, twee kramen “eendjes vissen”, een schiettent en een verkoper van oliebollen;

Overwegend dat de kermisexploitanten zich op maandag 21 oktober vanaf 18.00 uur op het plein kunnen opstellen, maar dat zij niet met de opbouw kunnen beginnen om de rust van omwonenden niet te verstoren;

Overwegend dat de kermisexploitanten vanaf dinsdag 22 oktober 2024 om 08.00 uur kunnen beginnen met het opzetten van de kermis op het plein en om 20.00 uur klaar moeten zijn om de rust van omwonenden niet te verstoren;

Overwegende dat de opening van de kermis zou beginnen op woensdag 23 oktober met het volgende tijdschema:

Maandag, dinsdag, donderdag en vrijdag	van 15u00 tot 21u30
woensdag	van 12u00 tot 21u30
zaterdag	van 12u00 tot 22u00
zondag	van 11u00 tot 21u30

Aangezien de officiële opening van de kermis plaats zal vinden op vrijdag 25 oktober om 18u00, zal de afdeling Kermissen, Markten, Rommelmarkten bij deze gelegenheid een borrel organiseren;

Overwegende dat de kermismedewerkers op woensdag 6 november 2024 om 22u00 hun standplaats moeten hebben verlaten;

Gezien de locatiekaart van de kermisattracties (in bijlage);

Overwegende dat Vivaqua op het Jourdanplein een zwanenhals zal installeren voor de watervoorziening van de kermismedewerkers;

Overwegende dat de gemeenschapswachters het terrein regelmatig zullen moeten bewaken;

Overwegende dat de zondagsmarkt op 27 oktober en 03 november 2024 in de Generaal Lemanstraat moet worden verplaatst van de onderkant van de straat naar ingang 99 van het voormalige gemeentehuis;

Gezien het drukken en verspreiden van affiches om het publiek te informeren;

Gezien het positieve advies van de verschillende diensten onder bepaalde voorwaarden (zie bijlagen);

BESLUIT toestemming te verlenen voor:

1. De Herfstkermis op het Jourdanplein te houden van 23 oktober tot en met 6 november 2023, met late aankomst op maandag 21 oktober na 18u00 - Installatie begint op dinsdag 22 oktober 2024 om 8u00 en eindigt om 20u00 om de rust van omwonenden niet te verstoren, en vertrek uiterlijk om 22u00 op 6 november 2024;
2. De organisatie van een borrel door de afdeling Kermissen, Markten, Rommelmarkten voor de officiële opening op vrijdag 25 oktober om 18.00 uur (aanvraag drank, 1 tent, 1 tafel, 1 bahut en 2 personen voor bediening);

3. Diverse parkeerverboden:

- Langs de hele stoep aan de kant van de Vatel van maandag 21 oktober om 18u00 tot woensdag 23 oktober om 22u00 en de hele dag op woensdag 06 november;
- Op de leverzone tegenover de “Vatel” van maandag 21 oktober om 18u00 tot woensdag 23 oktober om 22u00 en de hele dag op woensdag 06 november;
- langs het hele Jourdanplein van maandag 21 oktober tot woensdag 06 november 2024 met Nadarhekken ter bescherming van voetgangers;
- Op de parkeerplaatsen tegenover het Sofitel van maandag 21 oktober tot woensdag 06 november 2024, waar de verwijderbare palen moeten worden verwijderd;
- in het midden van de Tweede Lansiers Regimentelaan over 150 meter tussen maandag 21 en dinsdag 22 oktober 2024, om vrachtwagens en aanhangwagens te laten parkeren voor het begin van de kermis.

4. de kermisexploitanten een parkeerkaart voor hun privéovertuig te verstrekken voor een bedrag van €15;

5. De tussenkomst van gemeenschapswachters voor een regelmatige bewaking van het terrein.

6. De ondertekening van de overeenkomst tussen elke kermismedewerkers en het gemeentebestuur van Etterbeek, Kazernelaan 31/1, hieronder vermeld;

HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer **Philippe Claus**, geboren op 16 augustus 1979

Gedomicilieerd in 1780 Wemmel, Merchtemsteenweg 4 B1

Uitbater van een kermisattractie “lunapark”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 607,50 euro (9 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 657,50 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer:

BE47 0910 1763 0080 met de mededeling: “**DC 24/14383** ». In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan

de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.

- o Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van dien aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- o Naleving van de openingsuren.
- o Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- o Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
Philippe CLAUS	Annick Petit	Aziz Es

HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer **André Ledoux**, geboren op 04/02/1976

Gedomicilieerd in 1831– Diegem, Veldweg 14,

Uitbater van een kermisattractie “eendjes vissen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 7 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 472,50 euro (7 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 522,50 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer: **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling “**DC 24/14378**”. In geval van niet-naleving van de

betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.

- o Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van dien aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- o Naleving van de openingsuren.
- o Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- o Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
André LEDOUX	Annick Petit	Aziz Es

HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

Hierna genoemd, **Billig Gossing**, geboren op/..../....

Gedomicilieerd Huishoudenstraat 2 in 1000 Brussel,

Uitbater van een kermisattractie “trampoline”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 8 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 540,00 euro (8 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 590,00 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer: **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling “**DC 24/14380**”. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de

kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van dien aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.

- o Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- o Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
Billy GOSSING	Annick Petit	Aziz Es

HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer **Jean Delcomminette**, geboren op 20/05/1985

Gedomicilieerd in 5190 Morimont (Zoning), Rue de la Veille Sambre 123

Uitbater van een kermisattractie “lunapark”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 607,50 euro (9 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 657,50 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer: **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling “**DC 24/14385**”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van dien aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te

vermijden.

- o Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
Jean DELCOMMINETTE	Annick Petit	Aziz Es

HERFSTKERMIS OP HET JOURDANPLEIN: VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer **Jonathan Doop**, geboren op 26/07/1994,

Gedomicilieerd in 1020 Laken, Drootbeekstraat 85

Uitbater van een kermisattractie “frietkraam”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 607,50 euro (9 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 657,50 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer: **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling “**DC 24/14386.**”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van dien aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.

- o Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- o Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
Jonathan DOOP	Annick Petit	Aziz Es

HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer **Kylian Debock**,

Gedomicilieerd in 9240 - Zele, T'Eindeken 19

Uitbater van een kermisattractie “eendjes vissen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 7 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 472,50 euro (7 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 522,50 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer: **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling “**DC 24/.14381...**”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.

- o Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- o Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
Kylian DEBOCK	Annick Petit	Aziz Es

HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer **Léopold Severs**

Gedomicilieerd in 1500 Halle, August Demaeghtlaan 157,

Uitbater van een kermisattractie “draaimolen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 8 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 540,00 euro (8 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 590,00 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer: **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling “**Dc 24/14382**”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van dien aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te

vermijden.

- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepenen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
Léopold SEVERS	Annick Petit	Aziz Es

HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepenen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer **Steve MESSIAEN**, geboren op 24/12/1991

Gedomicilieerd in 3012 Wilsele, Langenhofstraat 26

Uitbater van een kermisattractie “botsauto's”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 26 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 1.755,00 euro (26 m x € 4,50 x 17 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 1.805,50 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer: **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling “**DC 24/14377.**”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen

rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van dien aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te

vermijden.

- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepenen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
Steve MESSIAEN	Annick Petit	Aziz Es

HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN VAN 23 OKTOBER TOT 6 NOVEMBER 2024.

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de schepenen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

Mevrouw **Kelly Hallaert**,

Gedomicilieerd in 2070 Zwijndrecht, Antwerpsesteenweg 23 glv

Uitbater van een kermisattractie “schietkraam”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 8 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 540,00 euro (8 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het totaalbedrag van 590,00 euro moet uiterlijk tegen 16 oktober 2024 worden betaald** op het volgende rekeningnummer: **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling “**Dc 24/14379**”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen

rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 november 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het Jourdanplein vanaf maandag 21 oktober 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 22 oktober vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening van de kermis vindt plaats op woensdag 23 oktober 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van 21 oktober om 18.00 uur tot 23 oktober om 8 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - De organisatoren moeten het algemeen politiereglement naleven en letten op de regels inzake lawaai (art 88 e.v.), netheid van de openbare ruimte (art 15 e.v.) en openbare veiligheid (hoofdstuk 3). In het algemeen neemt de organisator alle maatregelen om de veiligheid van de deelnemers van zijn evenement te waarborgen en let hij op de rust in de onmiddellijke omgeving.
 - In het geval van maatregelen die het verkeer beïnvloeden, worden de regels van de wegcode strikt toegepast. Van deze regels kan slechts worden afgeweken door middel van een politieverordening of politiebepaling waarin de afwijkingen van de algemene principes worden vastgesteld.
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.

- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

	Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,	
De uitbater,	De gemeentesecretaris,	De schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten,
Kelly Hallaert	Annick Petit	Aziz Es

4 annexes / 4 bijlagen

Plan 9 forains foire d'automne 2024 place Jourdan.pdf, Avis Fav Police event 09 23 au 11 06 Avis police Foire Jourdan.pdf, Plan stationnement et demande foire Jourdan d'Automne 2024.docx, Avis Fav SLS foire automne 2024 place Jourdan .msg

Centre culturel Espace Senghor - Cultureel Centrum Espace Senghor

24 A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » - Comptes 2023 – Budget 2024 – Prise d'acte.

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 344.076,30-€ a été proposé en faveur de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » au budget ordinaire 2023 de la commune d'Etterbeek (art.762/33202/10) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des A.S.B.L. subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du nouveau décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2023 et le budget2024 arrêtés par l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE

Des comptes 2023 et le budget 2024 de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek », tels qu'ils sont annexés à la présente.

V.Z.W. " Cultureel Centrum van Etterbeek" - Rekeningen 2023 – Begroting 2024– Akteneming

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 344.076,30-€ ten gunste van het Cultureel Centrum van Etterbeek op artikel 762/33202/10 van de begroting 2023 werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.'s gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekeningen van 2023 en de begroting 2024 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT ACTE

Van de rekeningen 2023 en de begroting 2024 van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » zoals bijgevoegd.

3 annexes / 3 bijlagen

Les comptes Senghor + cachet greffe.pdf, Rapport d'activité 2023 super light.pdf, Senghor_Budget 2024 final validé par l'AG.xlsx

Politique sportive - Sportbeleid

25 asbl Etterbeek Sport : comptes 2023 - budget 2024 - prise d'acte + participation financière

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adopté par le conseil communal en date du 15 octobre 2007 ;

Considérant qu'un subside en faveur de l'ASBL « Etterbeek Sport » a été inscrit pour un montant de 463.200 € à l'article budgétaire 764/332-02/02 de 2024 ;

Considérant que l'asbl « Etterbeek Sport » a déjà perçu une première avance de 119.338,00 € ;

Considérant que l'ASBL « Etterbeek Sport » a introduit ses comptes 2023 et son budget 2024 en bonne et due forme ;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

1. De prendre acte des comptes 2023 et du budget 2024 de l'ASBL « Etterbeek Sport », arrêtés au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont repris en annexe ;
2. De liquider le subside communal 2024 alloué à cette ASBL.

vzw Etterbeek Sport : rekeningen 2023 - begroting 2024 - akteneming + financiëlebijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 15 oktober 2007;

overwegende dat een subsidie ten behoeve van de vzw “Etterbeek Sport” ingeschreven werd voor een bedrag van € 463.200 in begrotingsartikel 764/332-02/02 van 2024;

overwegende dat de vzw “Etterbeek Sport” al een eerste voorschot van 119.338,00 euro heeft ontvangen;

overwegende dat de V.Z.W. “Etterbeek Sport” zijn rekeningen 2023 en zijn begroting 2024 heeft ingediend;

gezien de artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

1. akte te nemen van de rekeningen 2023 en de begroting 2024 van de vzw “Etterbeek Sport”, afgesloten op 31 december 2023, zoals die in bijlage opgenomen zijn
2. en om de betaling van de gemeentelijke subsidie 2024 aan deze V.Z.W. toe te laten.

5 annexes / 5 bijlagen

ETTERBEEK SPORT 202312 Rapport commissaire final.pdf, Rapport CSE 2023.pdf, Comptes et bilan 2023.pdf, Rapport de Mme Deraedemacker.pdf, Budget 2024.pdf

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

26 Senior Solidarite(it) : notification d'un subside pluriannuel

Le Conseil communal,

Considérant le projet « Seniorsolidarite(it) » lancé en 2018 et subsidié par la Commission communautaire commune ;

Considérant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune, signé par les Ministres Alain MARON et Elke VAN DEN BRANDT, octroyant un subventionnement à la commune d'Etterbeek pour les années 2024, 2025 et 2026, pour le projet « Seniorsolidarite(it) » ;

Considérant que le montant total du subside accordé est de 90 000 € par an, et que cette subvention est octroyée à titre d'intervention dans les frais de personnel (60 000 euros) et les frais de fonctionnement (30 000 euros) ;

Considérant que cette subvention sera à chaque fois liquidée en deux tranches (80 % versée après notification par les services du Collège réuni de l'arrêté octroyant le subside et 20 % après remise et évaluation d'un rapport d'activités et de pièces justificatives financières pour la totalité de la subvention) ;

Considérant qu'après approbation par le Conseil Communal, le présent subside sera notifié au service finances pour modification budgétaire ;

Considérant que pour mener à bien les projets initiés par Senior Solidarite(it), il y a lieu de procéder à une modification budgétaire à l'article 834-124-48-02 en y injectant 30 000 euros de frais de fonctionnement qui sont compris dans le subside de la COCOM ;

PREND ACTE de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune accordant un subside pluriannuel de 90 000 € par an à la commune d'Etterbeek pour les années 2024, 2025 et 2026, pour le projet « Seniorsolidarite(it) ».

Senior Solidarite(it): kennisgeving van een meerjarige subsidie

De gemeenteraad,

gelet op het project "Senior Solidarite(it)" dat in 2018 werd opgestart en wordt gefinancierd door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

gelet op het besluit van het verenigd college van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, ondertekend door ministers Alain MARON en Elke VAN DEN BRANDT, houdende toekenning van een subsidie aan de gemeente Etterbeek voor de jaren 2024, 2025 en 2026 voor het project "Senior Solidarite(it)";

overwegende dat het totaalbedrag van de toekende subsidie 90.000 euro per jaar bedraagt en dat die subsidie wordt toegekend als tussenkomst in de personeelskosten en de werkingskosten;

overwegende dat deze subsidie wordt voor elke jaar uitbetaald in twee schijven (80% wordt gestort na kennisgeving door de diensten van het verenigd college van het besluit houdende toekenning van de subsidie en 20% na het indienen en het evalueren van een activiteitenverslag en financiële bewijsstukken voor de volledige subsidie);

overwegende dat, na goedkeuring door de gemeenteraad, de dienst Financiën in kennis zal worden gesteld van deze subsidie voor een begrotingswijziging;

overwegende dat voor de uitvoering van de projecten van Senior Solidarite(it) een begrotingswijziging moet worden aangebracht in artikel 834-124-48-02, waarbij 30.000 euro aan werkingskosten wordt toegevoegd, die zijn in begrepen in de subsidie van de GGC.

NEEMT AKTE van het besluit van het verenigd college van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende toekenning van een meerjarige subsidie van 90.000 euro per jaar aan de gemeente Etterbeek voor de jaren 2024, 2025 en 2026 voor het project "Senior Solidarite(it)".

1 annexe / 1 bijlage

Commune Etterbeek pluriannuelle 2024-2026-FacSub_24_0074.pdf

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

27 Patrimoine Travaux Publics – Vente de l'immeuble sis 50/52 rue Philippe Baucq – Fixation des modalités et des conditions.

Le Conseil Communal,

Considérant que la Commune est propriétaire du bien suivant situé sur Etterbeek

Immeuble situé 191 chaussée Saint-Pierre :

ID cadastrale 21364B0016/00S00

Superficie de la parcelle de 70 m²

maison mitoyenne des deux côtés, pouvant comporter 2 logements

Considérant que pour pouvoir être mis en location, cet immeuble devrait être entièrement rénové (toiture, châssis, techniques spéciales);

Considérant que cette rénovation permettrait de créer deux, éventuellement trois appartements 1 chambre pour un investissement total estimé à 300.000,00 € au minimum ;

Considérant que le programme extraordinaire communal ne permet pas ces travaux avant un minimum de 15 ans au vu des obligations en matière énergétique sur les bâtiments communaux et en matière d'entretien et d'embellissement de l'espace public;

Considérant le programme de rénovation énergétique, rénovation et construction de logements prévu sur les 5 à 10 prochaines années (Rue Général Tombeur, sur le site des Jardins de la Chasse, rue Felix Hap/rue Sainte-Gertrude) sur les bâtiments de la Régie Foncière ;

Considérant que la commune propose de vendre le bien repris ci-avant afin d'éviter un immeuble vide durant de nombreuses années ;

Vu le rapport d'estimation de Bruxelles Fiscalité du 22/08/2024 estimant la valeur vénale de cet immeuble à 364.000 € ;

Considérant que la recette issue de la vente est inscrite à l'article 124/761-60 du budget extraordinaire 2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. De vendre le bien situé sur Etterbeek 191 chaussée Saint-Pierre (ID cadastrale 21364B0016/00S000) aux conditions suivantes :

- Vente de gré à gré en confiant la vente à une agence immobilière
- Prix minimum basé sur les estimations de Bruxelles Fiscalité du 22/08/2024 soit 364.000 €

2. De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la procédure.

Patrimonium Openbare werken - Verkoop van het gebouw gelegen op het adres 191 Sint - Pieterssteenweg - Vaststelling van de voorwaarden.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het volgende goed gelegen te Etterbeek

Gebouw gelegen 191 Sint-Pieterssteenweg :

Castraal ID 21364B0016/00S000

Perceeloppervlakte van 70 m²

Twee-onder-een-kapwoning met 2 woningen

Overwegende dat dit gebouw, om verhuurd te kunnen worden, volledig gerenoveerd zou moeten worden (dak, ramen, speciale technieken);

Overwegende dat deze renovatie het mogelijk zou maken om twee, eventueel drie, appartementen met 1 slaapkamer te creëren voor een totale geschatte investering van ten minste 300.000,00 euro;

Overwegende dat het buitengewone gemeentelijke programma niet toestaat dat deze werkzaamheden gedurende ten minste 15 jaar worden uitgevoerd, gezien de energieverplichtingen van de gemeentelijke gebouwen en het onderhoud en de verfraaiing van de openbare ruimte;

Gezien het programma voor energierenovatie, renovatie en bouw van woningen dat voor de

komende 5 tot 10 jaar is gepland (General Tombeurstraat, op de plaats van de Jachthof, Felix Hap/Sint-Gertruidestraat) op de gebouwen van de Regie van grondbeleid;

Overwegende dat de gemeente voorstelt bovengenoemd pand te verkopen om te voorkomen dat het jarenlang leegstaat;

Gezien het estimatierapport van Brussel Fiscaliteit van 22/08/2024 dat de marktwaarde van dit gebouw schat op €364.000;

Overwegende dat de opbrengst van de verkoop wordt opgenomen in artikel 124/761-60 van de buitengewone begroting 2024 ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

1. Het onroerend goed gelegen te Etterbeek 191 Sint-Pieterssteenweg (ID kadastrale 21364B0016/00S000) te verkopen onder de volgende voorwaarden :

- onderhandse verkoop door de verkoop toe te vertrouwen aan een immo makelaar
- Minimumprijs op basis van de schatting door Fiscaliteit Brussel op 22/08/2024, d.w.z. €364.000.

2. Het College van Burgemeester en Schepenen opdracht te geven de procedure uit te voeren.

1 annexe / 1 bijlage

05_0018_02 Rapport d'estimation.pdf

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

28 Voirie - Aménagement de l'avenue du Préau - Approbation de l'estimation réévaluée suite au dépôt des offres

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le Conseil communal a, en sa séance du 25 mars 2024, approuvé les conditions et le mode de passation du marché “Voirie - Aménagement de l'avenue du Préau” ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 250.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant) ;

Considérant qu'il a été décidé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que suite au dépôt des offres et de la négociation qui s'en est suivi, l'offre économiquement et financièrement la plus intéressante est celle de la société Dekempeneer H.F.W. nv, Beaulieustraat 2-4 à 1830 Machelen (Bt.) pour un montant de 270.080,47 € TVAC.

Considérant que ce montant d'offre dépasse le montant estimé du marché lequel avait été approuvé par le Conseil communal en séance du 25 mars 2024 ;

Considérant, par conséquent, qu'il y a lieu de faire approuver par le Conseil communal la réévaluation de cette estimation sur base de l'offre de Dekempeneer H.F.W. à 1830 Machelen et tenant compte également des clauses de réexamen prévus dans le cahier spécial des charges TP/IG/2024/01;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/724-60 et que celui-ci est suffisant pour absorber le montant de la dépense des travaux ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver la réévaluation de l'estimation du dossier "Voirie - Aménagement de l'avenue du Préau" à 298.000,00 € TVAC tenant compte d'une part des montants des offres déposées pour ce dossier et, d'autre part, des clauses de réexamen prévu dans le cahier spécial des charges TP/IG/2024/01 et qui pourraient impacter le montant final de la dépense. Les autres conditions fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics approuvées restent inchangées.

Article 1^{er}

D'imputer le montant de la dépense des travaux sur le budget extraordinaire de 2024 à l'article 421/731-60 qui présente les crédits suffisants.

Wegenis - Inrichting van de Pandhoflaan - Goedkeuring van de herziene raming na indiening van de offertes

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies,

en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de Gemeenteraad in haar zitting van 25 maart 2024 de lastvoorwaarden en de gunningswijze heeft goedgekeurd voor de opdracht “Wegenis - Inrichting van de Pandhoflaan;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht werd geraamd op 250.000,00 € (incl. 21% btw) (BTW medecontractant);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat na de indiening van de offertes en van de onderhandelingen die volgden, was de meeste economische en financiële offerte die ingediend door de firma Dekempeneer H.F.W. nv, Beaulieustraat 2-4 te 1830 Machelen (Bt) voor een bedrag van 270.080,47 € BTW incl.

Overwegende dat dit offertebedrag de raming van de opdracht overschrijdt welke was goedgekeurd door de Gemeenteraad op 25 maart 2024;

Overwegende dat het dus noodzakelijk is de herziene van deze raming door de Gemeenteraad te laten goedkeuren op basis van de offerte van Dekempeneer H.F.W te 1830 Machelen en rekening houden met de herzieningsclausules aanwezig in het bijzonder lastenboek TP/IG/2024/01;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is in het budget van 2024, op artikel 421/724-60 van de buitengewone dienst en dat die voldoende is om de uitgave van de werken op te vangen;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring van de herziene raming voor de opdracht “Wegenis - Inrichting van de Pandhoflaan” op 298.000,00 € BTW incl. rekening houdend enerzijds met de offertes ingediend voor deze opdracht en, anderzijds, met de herzieningsclausules opgenomen in het bijzonder lastenboek TP/IG/2024/01 welke een impact zouden kunnen hebben op de eindafrekening. De andere lastvoorwaarden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en goedgekeurd blijven onveranderd.

Artikel 2

De uitgave van de werken ten laste brengen op de buitengewone begroting van 2024 op het artikel 421/731-60 dat over de voldoende kredieten beschikt.

29 Voirie - Renouvellement de divers trottoirs (marché stock) - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/VVC/2024/03 relatif au marché “Voirie - Renouvellement de divers trottoirs (marché stock)” ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 250.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/731-60 ;

Sur proposition du Collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/VVC/2024/03 et le montant estimé du marché “Voirie - Renouvellement de divers trottoirs (marché stock)”. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 250.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/731-60.

Wegenis - Vernieuwing van verscheidene voetpaden (stockopdracht) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies,

en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Wegenis - Vernieuwing van verscheidene voetpaden (stockopdracht)” een bestek met nr. TP/VVC/2024/03 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 250.000,00 € (incl. 21% btw) (BTW medecontractant);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2024, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/VVC/2024/03 en de raming voor de opdracht “Wegenis - Vernieuwing van verscheidene voetpaden (stockopdracht)”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 250.000,00 € (incl. 21% btw) (BTW medecontractant).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2024, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst.

5 annexes / 5 bijlagen

2024_09_01_CCH - Modele 3P.docx, PSS VGP ETT Trottoirs 2024 BILINGUE.pdf, Avis de marché (Fr-Nl).pdf, Mètre trottoirs 2024 - Meetstaat voetpaden 2024.xlsx, 2024_09_01_Bestek - Model 3P.docx

Garage communal - Gemeentelijke garage

- 30 **Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison des Jeunes La Clef le vendredi 27 septembre 2024 en vue de se rendre à Walibi.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la septième demande pour cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal à la MAISON DES JEUNES LA CLEF le vendredi 27 septembre 2024 en vue de se rendre à Walibi;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la MAISON DES JEUNES LA CLEF :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et MAISON DES JEUNES LA CLEF

Représentée par Madame Magali Noach

Avenue d'Auderghem, 189

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter un groupe de maximum 23 personnes, faisant partie du public de la MAISON DES JEUNES LA CLEF, le vendredi 27 septembre 2024 en vue de se rendre à Walibi.

Un chauffeur est également mis à disposition de la MAISON DES JEUNES LA CLEF.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La MAISON DES JEUNES LA CLEF intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la MAISON DES JEUNES LA CLEF

La MAISON DES JEUNES LA CLEF s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la MAISON DES JEUNES LA CLEF devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les

plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de la MAISON DES JEUNES LA CLEF ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La MAISON DES JEUNES LA CLEF est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus (heen- en terugrit) aan de "Maison des Jeunes La Clef" op vrijdag 27 september 2024 om naar Walibi te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de zevenste aanvraag is voor het jaar ;

Overwegende dat vraagt om te beschikken over een gemeentelijke bus de " MAISON DES JEUNES LA CLEF" op vrijdag 27 september 2024 naar Walibi te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de MAISON DES JEUNES LA CLEF goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de MAISON DES JEUNES LA CLEF

Verantwoordelijke mevrouw Magali Noach

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus voor het vervoer van een groep van maximaal 23 personen die deel uitmaken van het publiek van de MAISON DES JEUNES LA CLEF op vrijdag 27 september 2024 naar Walibi te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de MAISON DES JEUNES LA CLEF.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De MAISON DES JEUNES LA CLEF komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de MAISON DES JEUNES LA CLEF

De MAISON DES JEUNES LA CLEF verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de MAISON DES JEUNES LA CLEF de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de MAISON DES JEUNES LA CLEF aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De MAISON DES JEUNES LA CLEF moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de MAISON DES JEUNES LA CLEF de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de MAISON DES JEUNES LA CLEF of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten

laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De MAISON DES JEUNES LA CLEF is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande bus.msg

31 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour le Projet Eolien du Centre de Guidance d'Etterbeek le mardi 24 septembre 2024, en vue de se rendre à 1410 Waterloo.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal pour le Projet Eolien du Centre de Guidance d'Etterbeek le mardi 24 septembre 2024, en vue de se rendre à 1410 Waterloo ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Projet Eolien du Centre de Guidance d'Etterbeek.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et le Projet Eolien

Rue de Haerne, 42

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 10 personnes, faisant partie du public du Projet Eolien du Centre de Guidance d'Etterbeek, entre Etterbeek et Waterloo.

Un chauffeur est également mis à disposition du Centre de Guidance d'Etterbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Projet Eolien d'Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Projet Eolien d'Etterbeek

Le Projet Eolien s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, le Projet Eolien devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Projet Eolien est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Projet Eolien est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Projet Eolien est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle du Projet Eolien ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Projet Eolien est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor het “Projet Eolien” van het Begeleidingscentrum Etterbeek op dinsdag 24 september 2024 om naar 1410 Waterloo te gaan.

De gemeenteraad,

overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar;

overwegende dat het “Projet Eolien” van het Begeleidingscentrum Etterbeek vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op dinsdag 24 september 2024 naar 1410 Waterloo gaan;

gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Projet Eolien" goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En het Projet Eolien

De Haerne, 42
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 10 personen, die deel uitmaken van het publiek van het “Projet Eolien” Begeleidingscentrum Etterbeek, tussen Etterbeek en 1410 Waterloo. Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het “Projet Eolien” Etterbeek.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het "Projet Eolien" komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van het “Projet Eolien”

Het “Projet Eolien” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het “Projet Eolien” de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het “Projet Eolien” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het “Projet Eolien” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het “Projet Eolien” Etterbeek de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het “Projet Eolien” of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het “Projet Eolien” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Ze neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

RE_ réservation.msg

Marchés publics - Overheidsopdrachten

32 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics Article 249 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour approbation des dépenses

Le conseil communal,

Considérant que les derniers rapports de contrôle des organismes agréés d'avant les grandes vacances indiquent que la chaufferie de l'école « Paradis des Enfants » (aile primaire) n'est plus en ordre à plusieurs niveaux (système de régulation défaillant, tableau d'alimentation...);

Considérant que des travaux impératifs devront être entrepris rapidement mais qu'il y a lieu de faire appel à un bureau d'études pour établir le dossier technique pour le renouvellement complet de la chaufferie ;

Considérant qu'il faut également un permis d'urbanisme ainsi qu'un permis d'environnement pour pouvoir débiter les travaux;

Considérant que le budget nécessaire est demandé par voie de modification budgétaire n° 2 mais qui ne serait approuvé par la Région au plus tôt mi-novembre 2024 ;

Considérant qu'il est donc urgent de lancer la procédure afin d'avancer dans ce dossier ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a pris la décision qui s'impose au vu de l'urgence de la préparation du dossier avant de pouvoir entamer les travaux et que cette autorité doit communiquer cette décision pour information au Conseil communal afin de savoir si celui-ci autorise ou non cette dépense ;

Considérant que l'étude concerne :

1. Ecole "Paradis des enfants" - Etude pour la rénovation de la chaufferie (aile primaire)
Montant de la dépense : 38.465,44 € HTVA (TVA co-contractant)

Décision Collège du 04 septembre 2024

Considérant que pour cette étude, la Commune passe par la centrale d'achat de Sibelga (programme Renoclick) à laquelle elle adhère par décision du Conseil communal en séance du 21 février 2022 ;

Considérant que la dépense pourra être imputée au budget extraordinaire de 2024, articles 722/747-60;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

D'approuver la décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'application de l'article 249 de la nouvelle loi communale, pour l'étude reprise supra et la dépense y afférente.

**Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten –
Artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter goedkeuring van de uitgaven**

De Gemeenteraad

Overwegende dat de laatste controleverslagen van de erkende instellingen voor de grote vakanties aantoonde dat het verwarmingslokaal van de school "Paradis des Enfants" (vleugel lager onderwijs) niet meer in orde is op verschillende vlakken (regulatie systeem, voedingstabel...);

Overwegende dat dringende werken zouden ondernomen moeten worden maar dat het noodzakelijk is om oproep te doen op een studiebureau om het technisch dossier op te stellen voor de volledige vernieuwing van het verwarmingslokaal;

Overwegende dat er eveneens een bouwvergunning en een milieuvergunning nodig is om de werken te kunnen beginnen;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze studie aangevraagd is door begrotingswijziging n° 2 maar dat deze pas rond half-november 2024 goedgekeurd zou zijn;

Overwegende dat het dus dringend is om de procedure te starten om in dit dossier vooruit te gaan;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de nodige beslissing heeft genomen gezien de urgentie voor het voorbereiden van het dossier vooraleer de werken te beginnen en dat deze autoriteit de beslissing moet communiceren ter informatie aan de Gemeenteraad om te weten als deze de uitgave wel of niet toelaat;

Overwegende dat de betrokkene werken de volgende zijn:

1. School "Paradis des Enfants" – Studie voor de renovatie van het verwarmingslokaal (vleugel lager onderwijs)

Bedrag van de uitgave : 38.465,44 € BTW excl. (Btw-regime medecontractant)

Overwegende dat voor deze studie de Gemeente oproep heeft gedaan tot de aankoopcentrale van Sibelga (programma Renoclick) waaraan ze is aangesloten door beslissing van de Gemeenteraad in haar zitting van 21 februari 2022;

Overwegende dat de uitgaven in rekening gebracht zullen worden op de buitengewone begroting van 2024, artikel 722/747-60 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

De beslissingen genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, door aanpassing van het artikel 249 van de nieuwe gemeentewet, voor de studie supra goed te keuren alsook de daarmee samenhangende uitgaven.

33 Extension du système de vidéosurveillance – Désignation de la zone de police 5343 Montgomery pour intervenir au nom de la Commune d’Etterbeek – Années 2025 à 2028

Le Conseil,

Considérant la volonté des autorités de la Zone de Police 5343 Montgomery et des autorités communales de ladite Zone de procéder par voie de marché public à l’extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de police 5343 Montgomery au cours des années 2025, 2026, 2027 et 2028.

Considérant que les communes d’Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre sont concernées par ce marché ; que la commune d’Etterbeek est plus particulièrement concernée par la fourniture, l’installation et la connexion de caméras pour un montant estimé en 2025 à €110.000,00 TTC, en 2026 à €110.000,00 TTC, en 2027 à €110.000,00 TTC et en 2028 à €110.000,00 TTC.

Considérant qu’il est économiquement, administrativement et pratiquement plus intéressant de passer conjointement ce marché avec la Zone de Police 5343 Montgomery et de lui confier la maîtrise de l’ouvrage.

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et notamment l’article 48 aux termes duquel en cas de marché conjoint pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents, les personnes intéressées désignent l’autorité ou l’organe qui interviendra en leur nom collectif en qualité de pouvoir adjudicateur. Les conditions

de marché peuvent en outre prévoir un paiement séparé pour chacune de ces personnes.

Considérant que les crédits nécessaires aux dépenses sont inscrits à raison de €110.000,00 au budget extraordinaire de l'exercice 2025 de la commune d'Etterbeek et que les crédits nécessaires aux années 2026 à 2028, estimés à €110.000,00 en 2026, €110.000,00 en 2027 et €110.000,00 en 2028, feront l'objet de propositions au Conseil communal d'inscriptions à l'article 300/744-51 des budgets extraordinaires desdites années à soumettre à l'approbation de la tutelle.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

de désigner, en application de l'article 48 de la loi du 17 juin 2016, la Zone de Police 5343 Montgomery pour intervenir au nom de la commune d'Etterbeek en qualité de pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'organisation, de l'exécution, de l'engagement et de l'attribution du marché relatif à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery au cours des années 2025, 2026, 2027 et 2028, étant entendu que cette désignation nécessite les inscriptions à l'article 300/744-51 des budgets extraordinaires des années 2025 à 2028 des crédits nécessaires, estimés à €110.000,00 par année, à soumettre à l'approbation de la tutelle.

Uitbreiding van het camerabewakingsstelsel – Aanduiding van de politiezone 5343 Montgomery om in naam van de Gemeente Etterbeek op te treden – Dienstjaren 2025 tot en met 2028

De Gemeenteraad

Overwegende dat de autoriteiten van de Politiezone 5343 Montgomery en de gemeentelijke autoriteiten van deze zone, het videobewakingssysteem in de Politiezone 5343 Montgomery wensen uit te breiden door middel van een overheidsopdracht tijdens de jaren 2025, 2026, 2027 en 2028.

Overwegende dat de Gemeenten Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe betrokken zijn bij deze overheidsopdracht; dat het wat de Gemeente Etterbeek betreft vooral gaat om de levering, installatie en aansluiting van bewakingscamera's voor een geraamd bedrag in 2025 van € 110.000,00 BTW incl., in 2026 van € 110.000,00 BTW incl., in 2027 van € 110.000,00 BTW incl. en in 2028 van € 110.000,00 BTW incl.

Overwegende dat het economisch, administratief en praktisch gezien interessanter is om deze overheidsopdracht te plaatsen samen met de Politiezone 5343 Montgomery en om haar te laten optreden als opdrachtgever.

Gelet op de wet van 17.06.2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, ondermeer artikel 48, dat stelt dat in geval van een samengevoegde opdracht voor rekening van verschillende aanbestedende overheden, de betrokken personen de overheid of entiteit aanduiden die in hun naam zal optreden als aanbestedende overheid. De voorwaarden van deze opdracht mogen bovendien in afzonderlijke betaling voorzien voor elk van deze personen.

Overwegende dat de kredieten nodig voor de uitgaven zullen ingeschreven worden voor € 110.000,00 op de buitengewone begroting van 2025 van de Gemeente Etterbeek en dat de

kredieten nodig voor de jaren 2026, 2027 en 2028, geraamd op € 110.000,00 voor 2026, € 110.000,00 voor 2027 en € 110.000,00 voor 2028 het voorwerp zullen maken van voorstellen op de Gemeenteraad van inschrijvingen op artikel 300/744-51 van de buitengewone begrotingen van die jaren voor te leggen voor goedkeuring aan de Toezichthoudende overheid.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

De Politiezone 5343 Montgomery aan te duiden, door toepassing van artikel 48 van de Wet van 17 juni 2016, om namens de Gemeente Etterbeek in te staan voor de organisatie, de uitvoering, de aanneming en de toekenning van de overheidsopdracht betreffende de uitbreiding van het videobewakingssysteem in de Politiezone 5343 Montgomery tijdens de jaren 2025, 2026, 2027 en 2028, gezien dat deze aanduiding de adoptie vereist van de uitgave van € 110.000,00 dat ingeschreven zal worden op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 van de zei Gemeente alsook de inschrijvingen op artikel 300/744-51 van de buitengewone begrotingen voor de jaren 2026 t/m 2028 van de nodige kredieten, geraamd elk jaar op 110.000,00, voor te leggen voor goedkeuring aan de Toezichthoudende overheid.

3 annexes / 3 bijlagen

Liste caméras 17072024.pdf, CCTV Vidéosurveillance - nouveau dossier conjoint pluriannuel 20252028 - ETB.msg, Cameras_Nouvelles.xlsx